



WORK:

**NO CHILD'S
BUSINESS**

S'attaquer aux inégalités sociales et de genre dans les programmes sur le travail des enfants

Résultats de cinq pays du programme

No Child's Business 

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	3
Abréviations	4
Sommaire exécutif	5
1 Introduction	7
Le travail des enfants - le contexte	8
Le programme Work: No Child's Business (WNCB)	11
L'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans le programme WNCB	11
2 Scope, Methodology and Research Questions of the Study	14
Approche et méthodologie	17
Aperçu des évaluations par pays : méthodes, outils, échantillonnage	19
Limites de l'étude	22
L'effet de la pandémie de COVID-19 sur l'égalité des sexes, l'éducation et le travail des enfants	24
3 Key findings	26
Tendances du travail des enfants dans les cinq pays	28
Principaux résultats au Mali	29
Principaux résultats en Ouganda	31
Principaux résultats en Jordanie	33
Principaux résultats en Inde	35
Principaux résultats au Vietnam	37
4 Recommendations	39
Recommandations pour le Mali	40
Recommandations pour l'Ouganda	42
Recommandations pour la Jordanie	47
Recommandations pour l'Inde	54
Recommandations pour le Vietnam	60
Remarques finales	68

REMERCIEMENTS

Nous voudrions remercier l'équipe du programme Work: No Child's Business (WNCB) pour son travail de pionnier réalisé en Côte d'Ivoire, au Mali, en Ouganda, en Jordanie, en Inde et au Vietnam, ainsi que le ministère néerlandais des affaires étrangères, pour avoir veillé à ce que la dynamique de genre et d'inclusion sociale autour du travail des enfants soit un élément central du programme WNCB.

En tant que Groupe de travail sur l'égalité des sexes (Gender Equality Working Group - GEWG) du programme, nous apprécions leurs efforts pour une meilleure compréhension de la question du genre concernant le travail des enfants à travers les évaluations de genre menées dans les 6 pays cibles du programme. Nous tenons à remercier tout particulièrement le travail des différentes équipes de consultants en recherche sur l'évaluation du genre et les points focaux sur le genre qui ont fait de ces évaluations une réalité. Nous remercions tous les partenaires pour les efforts qu'ils ont déployés afin de mobiliser leurs réseaux, ainsi que tous les responsables gouvernementaux, chercheurs, praticiens, dirigeants du secteur privé, dirigeants communautaires, mères, pères, garçons et filles pour avoir partagé leurs histoires personnelles et leurs points de vue. Ces précieuses informations permettront d'améliorer l'efficacité des interventions visant à éliminer le travail des enfants et à garantir à tous les enfants l'accès à l'école et à un travail décent à l'âge adulte.

Groupe de travail sur l'égalité des sexes du programme WNCB

Irene Soto Diaz, Pauline Owelle, Tripta Biekram, Amr Mourad and Jan Apperloo

Basé sur les résultats de l'analyse de genre dans 5 pays

Mali - Abdoulaye Dembele, Ouganda - EXMA Consult International, Jordanie - Mira Abu Moghli, Inde - Arshiya Wadhwa & Veenu Kakkar Vietnam - Tsunagu

Contact

Pour plus d'informations ou si vous souhaitez poser des questions, veuillez contacter Irene Soto Diaz, Irene.Diaz.Soto@savethechildren.nl

Édité par

Sara Butler

Conçu par le graphiste

Saskia Ottenhoff

Abréviations

OC	Organisation communautaire
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
OSC	Organisation de la société civile
GGD	Groupe de discussion
MGF	Mutilations génitales féminines
Analyse GAP	Genre et Pouvoir
GE	Égalité des sexes
GESI	Égalité des sexes et inclusion sociale
GSE	Égalité des sexes et équité sociale
IDI	Entretien en profondeur
KAP	Connaissances, Attitudes, Pratiques
KII	Entretien avec un informateur clé
SDG	Objectif de développement durable
STD	Maladie sexuellement transmissible
WNCB	Work: No Child's Business 

Sommaire exécutif

S'attaquer aux inégalités sociales et de genre dans les programmes sur le travail des enfants

Le programme WNCB vise à donner aux enfants les moyens d'accéder à l'éducation et d'améliorer leur employabilité dans un environnement familial et communautaire favorable ; à améliorer l'accès à un emploi décent pour les jeunes ; à aider les gouvernements à faire appliquer les lois fondées sur les droits de l'enfant et à mettre en œuvre des politiques sur le travail des enfants, l'éducation, l'autonomisation des jeunes et la sécurité sociale ; et à faire en sorte que le secteur privé prévienne et traite le problème du travail des enfants. Le programme WNCB est mis en œuvre par une alliance composée de Save the Children, de l'UNICEF et de la coalition Stop Child Labour, en collaboration avec des organisations de la société civile (OSC) locales et nationales. Démarré en juillet 2019, le programme est soutenu par le ministère néerlandais des affaires étrangères et se poursuivra jusqu'en juin 2024.

Le programme est mis en œuvre dans 6 pays : Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda en Afrique, Jordanie au Moyen-Orient, et Inde et Vietnam en Asie. Il se concentre sur les secteurs économiques où l'incidence du travail des enfants est élevée et collabore avec les parties prenantes nationales concernées dans chaque pays, notamment les enfants/jeunes, les parents/aidants, les écoles, les responsables gouvernementaux et les autorités locales, les organisations de la société civile, les syndicats et les employeurs du secteur privé.

La prise en compte des différents facteurs de risque et de protection du travail des enfants pour les garçons et les filles est l'un

des principaux domaines thématiques transversaux du programme WNCB. Par ses activités, le programme vise à diminuer le travail des enfants en contribuant à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale (GESI) dans les écoles, les lieux de travail (pour ceux qui ont atteint l'âge légal de travailler), les ménages et les communautés. Le GESI est essentiel à la programmation du WNCB et à notre contribution à l'engagement de la communauté internationale d'éliminer toutes les formes de travail des enfants d'ici 2025 (SDG 8.7).

Afin de renforcer l'approche transformatrice de genre dans le cadre du programme WNCB, une évaluation de genre a été commandée pour chacun des 6 pays.

Afin de s'assurer que les études nationales identifient les lacunes les plus ancrées en matière de genre, le groupe de travail sur le genre et l'égalité a développé un cadre

intégré combinant les méthodes traditionnelles d'analyse de genre, la théorie du changement du programme WNCB et la méthodologie Genre et Pouvoir (GAP) de Save the Children. En cherchant à mieux comprendre l'impact de la construction du genre sur l'enfance et le travail des enfants, cette étude contribue à la réalisation des résultats de



RÉSULTAT 1 :

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.



RÉSULTAT 2 :

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.



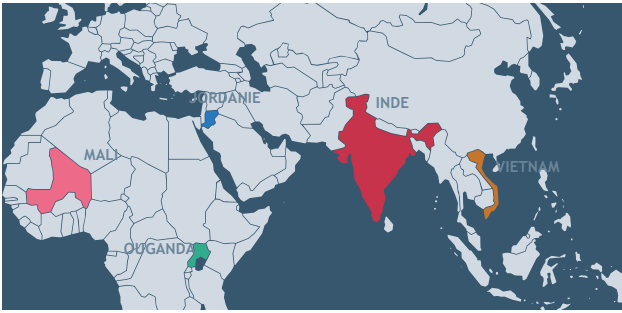
RÉSULTAT 3 :

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.



RÉSULTAT 4 :

L'UE, le gouvernement néerlandais et les organisations internationales agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et remplissent leur obligation en mettant en place et en renforçant des politiques et des lois de diligence raisonnable.



Les 5 rapports d'évaluation de genre spécifiques aux pays qui en résultent (malheureusement, des contraintes de temps ont empêché le rapport sur la Côte d'Ivoire d'être terminé à temps) mettent en évidence les différents facteurs de risque et de protection du travail des enfants pour les garçons, les filles et leurs familles dans et à travers les différents contextes. Ils fournissent des informations précieuses qui permettront au programme WNCB d'ajuster ses stratégies tant au niveau local que national. **Ce rapport consolidé distille les résultats des rapports individuels des pays et présente les différences et similitudes entre les contextes, ainsi que des recommandations programmatiques générales qui garantiront l'élimination effective du travail des enfants, tant chez les garçons que chez les filles.**

Principaux résultats de l'évaluation transnationale

Les **conclusions** pour chaque pays sont basées sur une analyse des résultats de la revue de la littérature et des données primaires issues des entretiens avec les informateurs clés et des discussions de groupe et donnent un aperçu des réponses à la première question de recherche :

Quelles sont les causes et les motivations du travail des enfants, garçons et filles, au sein des groupes cibles du programme WNCB (migrants, enfants des rues et enfants réfugiés) ? Et quelle est la relation avec le secteur informel dans le cadre des deux composantes (éducation et emploi) ?

Bien que les contextes des différents pays varient considérablement en termes de développement économique, de systèmes politiques et de caractéristiques socioculturelles, les études ont révélé des similitudes entre les pays, principalement en ce qui concerne la présence de croyances et de normes patriarcales persistantes, en particulier celles concernant ce qui constitue le travail. Cependant, les croyances et les normes varient d'un pays à l'autre, tout comme la manière dont elles affectent les filles et les garçons. Si la pauvreté est souvent un facteur clé du travail des enfants, les conséquences de l'engagement

des filles et des garçons dans le travail des enfants varient en fonction non seulement des croyances et des normes entourant les rôles attribués aux hommes et aux femmes (enfants et adultes), mais aussi de la structure du ménage et de la dynamique familiale ; de la qualité de l'éducation, de l'accès à celle-ci et de la valeur qui lui est attachée ; et du contexte sociopolitique général. Si les cinq pays ont ratifié la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, la Convention de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (182) et l'âge minimum (138), l'application effective de la législation nationale sur le travail des enfants et la mise en œuvre de la politique font défaut. Il en va de même pour l'éducation dans les cinq pays. En tant que telles, les informations détaillées sur le monde du travail des enfants que chaque étude nationale a fournies constituent des preuves précieuses sur lesquelles le programme WNCB peut agir pour rendre son travail d'élimination du travail des enfants encore plus efficace. Les recommandations sont basées sur les conclusions et constituent la partie finale de ce rapport. Les recommandations sont présentées en réponse à la deuxième question de recherche :

Que peut améliorer le programme WNCB pour s'attaquer aux facteurs de risque du travail des enfants et promouvoir les facteurs de protection pour les garçons et les filles au sein des groupes et secteurs cibles du programme (éducation et emploi) ?

Les tableaux pour chaque pays présentent des suggestions d'actions que le programme WNCB devrait commencer à faire, faire différemment ou arrêter, ainsi que les facteurs de risque et de protection associés à ces actions.

Remarques finales

L'Alliance qui met en œuvre le WNCB dispose désormais d'une multitude de preuves nouvelles et confirmées sur lesquelles elle peut s'appuyer pour ajuster et améliorer ses interventions visant à lutter contre les inégalités sociales et de genre dans les programmes sur le travail des enfants, depuis le niveau communautaire en collaboration avec les OSC locales, jusqu'au niveau national et international grâce à son travail de mise en réseau et de plaidoyer/lobbying.

Ce rapport fournit des informations très résumées. Le lecteur est encouragé à utiliser les liens vers les rapports de synthèse « Annexe 4 » pour chaque pays et les rapports nationaux eux-mêmes pour des informations plus détaillées.

>> Mali - rapport sommaire	80
>> Ouganda - rapport sommaire	90
>> Jordanie - rapport sommaire	105
>> Inde - rapport sommaire	117
>> Vietnam - rapport sommaire	128



1

INTRODUCTION

- >> Le travail des enfants - le contexte
- >> Le programme Work: No Child's Business (WNCB)
- >> L'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans le programme WNCB

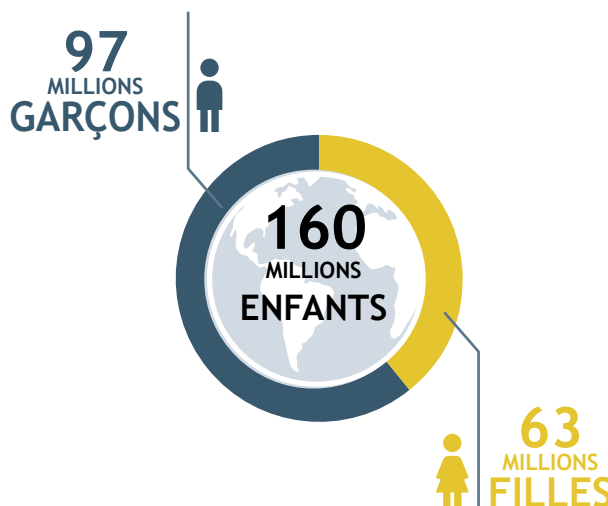


1 Introduction

Le travail des enfants - le contexte

Dans le monde, on estime que 160 millions d'enfants sont engagés dans le travail des enfants, ce qui représente près d'un enfant sur dix. On estime que 63 millions d'entre eux sont des filles (près de 40 %), et 97 millions des garçons (un peu plus de 60 %) (UNICEF 2021).

Le travail des enfants est associé à différents facteurs, notamment la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation ou la mauvaise qualité de celle-ci, les crises aiguës, les urgences chroniques, les conflits et les facteurs sociaux et culturels. Il menace le développement des enfants dans le monde entier, compromet leur santé, leur sécurité et leur bien-être, et prive les enfants de l'accès et du maintien dans l'éducation (OIT, 2020) : plus d'un tiers des enfants soumis au travail des enfants ne sont pas scolarisés.



Définition du travail des enfants

Le programme Work: No Child's Business définit le travail des enfants ainsi :

Toute forme de travail effectué par des enfants de moins de 15 ans qui interfère avec leur droit à une éducation formelle de qualité, et/ou qui est mentalement, physiquement, socialement et moralement dangereux et nuisible à leur santé et à leur développement ; ainsi que toute forme de travail dangereux effectué par des enfants âgés de 15 à 18 ans. (WNCB, 2017)

Cette définition est fondée sur la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE) et sur les conventions 138 (âge minimum) et 182 (pires formes de travail des enfants) de l'OIT.

Trois types de travail des enfants

La question de savoir si certaines formes de « travail » peuvent être qualifiées de « travail des enfants » dépend de l'âge de l'enfant, du type et des heures de travail effectuées, des conditions dans lesquelles il est effectué et des objectifs poursuivis par les différents pays. La nature du travail des enfants varie d'un pays à l'autre et entre les différents secteurs économiques, mais dans le monde entier, c'est dans le secteur agricole que l'on trouve le plus d'enfants qui travaillent. En conséquence, les estimations mondiales suggèrent que le travail des enfants est trois fois plus répandu dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Selon l'UNICEF, dans les pays les moins avancés, plus d'un enfant sur quatre (5-17 ans) est engagé dans un travail considéré comme préjudiciable à sa santé et à son développement.

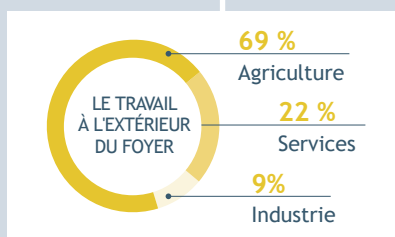
Lorsqu'on demande aux gens d'imaginer le travail des enfants, ils imaginent souvent des garçons effectuant des travaux dangereux. On considère généralement que le travail des enfants se déroule en dehors du foyer. Cette image est renforcée par le cadre des objectifs de développement durable, dans lequel les efforts visant à éliminer le travail des enfants s'inscrivent dans le cadre du programme visant à garantir un travail décent et la croissance économique (ODD 8). La situation est toutefois plus complexe et ce cadrage ignore les facteurs qui empêchent les garçons et les filles d'aller à l'école, notamment le travail effectué au sein du ménage et principalement par les filles, qui permet souvent aussi le travail formel effectué par d'autres membres du ménage.



Le travail des enfants peut être divisé en trois grandes catégories : le travail rémunéré ou non rémunéré à l'extérieur du foyer, le travail familial et le travail domestique. Le travail des enfants à l'extérieur du foyer a reçu la plus grande attention empirique.

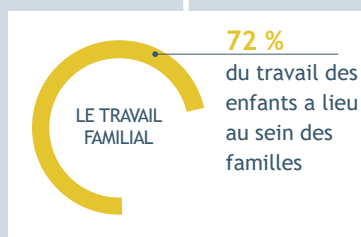
Le travail à l'extérieur du foyer

Le travail à l'extérieur du foyer s'effectue dans trois grands secteurs : l'agriculture (69 % des enfants économiquement actifs, y compris l'élevage, la pêche et la sylviculture), les services (22 % des enfants économiquement actifs, y compris la vente dans la rue ou la mendicité, le travail domestique, la restauration et le transport) et l'industrie (9 % des enfants économiquement actifs, y compris l'industrie manufacturière, l'exploitation minière, la construction et les services publics). Ces types d'activités effectués à l'extérieur du foyer peuvent être rémunérés ou non.



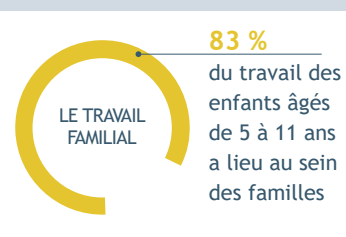
Le travail familial

Le travail familial consiste en tout travail (généralement non rémunéré) effectué par les enfants pour la famille. Souvent, le travail familial est agricole, mais il inclut également le travail pour tout autre type d'entreprise familiale. La plus grande partie du travail des enfants a lieu au sein des familles : 72 % de l'ensemble du travail des enfants et 83 % du travail des enfants âgés de 5 à 11 ans ont lieu au sein des familles, principalement dans les exploitations agricoles familiales ou dans les microentreprises familiales.



Travaux ménagers, ou tâches ménagères

Les travaux ménagers, ou tâches ménagères, comprennent la garde des enfants, le nettoyage, la cuisine, la lessive, les courses, la corvée d'eau et de bois et l'entretien de la maison. Les travaux ménagers sont une forme cachée de travail des enfants, car ils ne sont pas rémunérés et ne sont souvent pas signalés.



Les indicateurs standards de l'[UNICEF](#) concernant le travail des enfants sont basés sur les estimations suivantes concernant les heures de travail par groupe d'âge :

De 5 à 11 ans :	au moins une heure de travail économique ou 21 heures de services ménagers non rémunérés par semaine
De 12 à 14 ans :	au moins 14 heures de travail économique ou 21 heures de services ménagers non rémunérés par semaine
De 15 à 17 ans :	au moins 43 heures de travail économique par semaine

Conditions auxquelles sont confrontés les enfants

Les pires formes de travail des enfants consistent à les réduire en esclavage, à les séparer de leur famille, à les exposer à des risques et des maladies graves et/ou à les laisser se débrouiller seuls dans les rues des grandes villes - souvent à un âge très précoce. Il n'existe pas d'estimations globales des enfants soumis aux pires formes de travail en raison de leur nature cachée et illicite de ces formes extrêmes de travail des enfants dans la plupart des pays (ILO, 2020).

Le travail dangereux des enfants est un travail qui, par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de nuire à la santé, à

la sécurité ou à la moralité des enfants. On estime que 79 millions d'enfants - soit près de la moitié de tous ceux qui travaillent - effectuaient des travaux dangereux qui mettent directement en danger leur santé, leur sécurité et leur développement moral (OIT, 2020). En Jordanie, par exemple, on a constaté que 60 % de tous les enfants impliqués dans le travail des enfants effectuaient des travaux dangereux, notamment en travaillant avec des machines, des outils ou des charges lourdes dangereuses, en travaillant de longues heures ou pendant la nuit, ainsi que dans des environnements insalubres tels que les décharges et les usines de recyclage ([Jordan National Child Labour Enquête, 2016](#)).



Les cultures informelles sur les lieux de travail où l'on a tendance à trouver des enfants travailleurs sont souvent caractérisées par des abus verbaux, du harcèlement sexuel, de la brutalité physique et, dans certains cas, par le viol ou le meurtre. Par exemple, au Mali, les enfants sont utilisés pour de nombreuses tâches productives et reproductives qui les rendent plus vulnérables, et bien que le travail économique soit encore largement effectué par les garçons, l'arrivée des filles sur le marché du travail s'accélère et prend des dimensions inquiétantes. Cette intégration rapide des filles sur le marché du travail compromet leur éducation et les rend plus vulnérables aux violences physiques et sexuelles telles que les mariages d'enfants, les grossesses précoces, le VIH/SIDA et les MST.

Dans la plupart des pays, de nombreuses formes de violence au travail ne figurent pas dans les registres officiels des employeurs et de la police ou d'autres autorités. Ce manque de signalement est dû à plusieurs facteurs, l'un des principaux étant que de nombreux travailleurs - en particulier les femmes - se sentent contraints de garder le silence sur leur victimisation par crainte de représailles, y compris la possibilité de perdre leur gagne-pain. En outre, un manque de confiance dans les organismes auxquels les rapports doivent être adressés, ou la conviction que peu de choses peuvent ou pourraient être faites pour apporter une réelle réparation, peuvent également conduire à une sous-déclaration.

Les travailleurs domestiques, qui sont en majorité des femmes, sont confrontés à des conditions difficiles. Elles sont particulièrement vulnérables à la violence car elles travaillent et vivent souvent dans des maisons privées et sont donc isolées de leur propre famille et des systèmes de soutien (UNICEF, 2000). Leur travail est le plus souvent sous-évalué, et beaucoup sont sous-payées et surchargées de travail, avec de longues journées de travail, ce qui limite les contacts avec les systèmes de soutien social et autres (Eurofound, 2003). Celles qui travaillent dans le cadre d'arrangements informels ne sont pas protégées par des réglementations et ne sont pas couvertes par les services sociaux ; lorsque de telles réglementations existent pour les travailleurs domestiques étrangers, elles ont tendance à être restrictives plutôt que protectrices pour les travailleurs domestiques. Les enfants travailleurs domestiques sont particulièrement exposés à la violence psychologique et émotionnelle ainsi qu'au harcèlement sexuel, aux abus sexuels et parfois au viol ([Terre des Hommes, 2019](#)). Les travailleurs domestiques peuvent également subir des violences de la part de leurs collègues dans les ménages comptant plus d'un employé. La violence verbale fréquemment signalée comprend un langage inapproprié, des cris et des insultes ([UN Women, 2020](#)).

Enfin, la pandémie de COVID-19 a apporté des risques supplémentaires liés au travail des enfants, tels qu'une forte augmentation de la pauvreté, des fermetures d'écoles, de l'insécurité alimentaire et un manque d'alternatives appropriées

pour les moyens de subsistance et l'éducation. Par conséquent, selon les estimations de l'UNICEF (2021), 9 millions d'enfants supplémentaires risquent d'être soumis au travail des enfants d'ici la fin 2022.

Le travail des enfants et le genre

Il existe un large consensus sur l'importance de la dimension de genre dans la compréhension du travail des enfants, car il existe des différences dans la manière dont les filles et les garçons sont impliqués dans le travail des enfants, et les filles peuvent être confrontées à des risques spécifiques. Les filles sont beaucoup plus susceptibles de travailler dans le secteur des services, notamment le travail domestique, généralement sous-déclaré. Le travail domestique, y compris chez des tiers, est une forme de travail des enfants qui échappe généralement à la vue du public et aux inspecteurs du travail, ce qui rend les filles particulièrement vulnérables aux abus ([ILO, 2009](#)).

Parmi tous les garçons, 11,2 % travaillent, contre 7,8 % pour les filles. En chiffres absolus, les garçons qui travaillent sont 34 millions de plus que les filles. Lorsque la définition du travail des enfants s'élargit pour inclure les tâches ménagères pendant 21 heures ou plus chaque semaine, l'écart de prévalence entre les garçons et les filles âgés de 5 à 14 ans est réduit de près de moitié. ([UNICEF, 2021](#))

Le rapport *Harnessing the Power of Data for Girls : Taking stock and looking ahead to 2030*, comprend les premières estimations mondiales sur le temps que les filles consacrent aux tâches ménagères telles que la cuisine, le nettoyage, les soins aux membres de la famille et la collecte d'eau et de bois de chauffage. Elle note également que le travail des filles est moins visible et souvent sous-évalué. Dans le monde, 7,1 millions d'enfants sont engagés dans des travaux domestiques qui constituent un travail des enfants. Parmi eux, 4,4 millions (62 %) sont des filles, et 2,5 millions (57 %) sont âgés de 5 à 11 ans. En outre, les travailleurs domestiques sont exclus de la protection juridique, ce qui les rend encore plus vulnérables (Allias, 2009).

Le genre détermine, dans une large mesure, la participation et les caractéristiques du travail effectué par les filles et les garçons et, par conséquent, leurs possibilités de développement et d'emploi. Il existe diverses explications économiques, sociologiques et culturelles pour expliquer pourquoi les filles et les garçons s'engagent dans des activités professionnelles différentes. **Ce rapport, ainsi que les rapports nationaux sur lesquels il se base**, cherche à éclairer davantage les dimensions de genre du travail des enfants dans les pays où le WNCB est mis en œuvre, afin d'utiliser les résultats et les recommandations pour renforcer l'approche transformatrice de genre du programme WNCB.



Le programme Work: No Child's Business (WNCB)

Le programme WNCB vise à donner aux enfants les moyens d'accéder à l'éducation et d'améliorer leur employabilité dans un environnement familial et communautaire favorable ; à améliorer l'accès à un emploi décent pour les jeunes ; à aider les gouvernements à faire appliquer les lois fondées sur les droits de l'enfant et à mettre en œuvre des politiques sur le travail des enfants, l'éducation, l'autonomisation des jeunes et la sécurité sociale ; et à faire en sorte que le secteur privé prévienne et traite le problème du travail des enfants.

Le programme WNCB est mis en œuvre par une alliance composée de Save the Children, de l'UNICEF et de la coalition Stop Child Labour, en collaboration avec des organisations de la société civile (OSC) locales et nationales. Démarré en juillet 2019, le programme est soutenu par le ministère néerlandais des affaires étrangères et se poursuivra jusqu'en juin 2024.

Le programme est mis en œuvre dans six pays : Côte d'Ivoire, Mali et Ouganda en Afrique, Jordanie au Moyen-Orient, et Inde et Vietnam en Asie. Le programme se concentre sur les secteurs économiques à forte incidence du travail des enfants, qui varient selon les pays : l'habillement, le textile et la chaussure (Inde, Vietnam), l'or et les mines (Mali, Ouganda), les pierres naturelles (Inde), le cacao (Côte d'Ivoire) et le secteur informel où s'effectue le travail domestique et agricole (tous les pays).

Le programme travaille avec les parties prenantes nationales concernées dans chaque pays, y compris, mais sans s'y limiter, les enfants/jeunes, les parents/aidants, les écoles, les responsables gouvernementaux et les autorités locales, les organisations de la société civile, les syndicats et les employeurs du secteur privé.



L'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans le programme WNCB

La prise en compte des différents facteurs de risque et de protection du travail des enfants pour les garçons et les filles est l'un des principaux domaines thématiques transversaux du programme WNCB. A travers les activités du programme, l'Alliance vise à diminuer le travail des enfants en contribuant à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale (GESI) dans les écoles, les lieux de travail (pour ceux qui ont atteint l'âge légal de travailler), les ménages et les communautés. Atteindre le GESI est vital pour la programmation du WNCB et pour notre contribution à l'engagement de la communauté internationale à éliminer toutes les formes de travail des enfants d'ici 2025 (ODD 8.7). Un groupe de travail mondial sur l'égalité des sexes (GEWG) fournit des conseils techniques au programme pour développer et mettre en œuvre une approche sensible au genre. Le programme WNCB reconnaît que l'égalité entre les sexes signifie que toutes les personnes bénéficient de l'égalité des chances et sont en mesure de profiter de ces chances égales afin de pouvoir réaliser pleinement leurs droits et leur potentiel. La vision globale de la stratégie pour l'égalité des sexes du WNCB est la suivante : « Un monde égalitaire et juste du point de vue du genre, dans lequel toutes les personnes, en particulier les femmes et les filles touchées par le travail des enfants, sont habilitées à exercer leurs droits à faire des choix libres et éclairés concernant leur éducation, leurs futurs moyens de subsistance et leur bien-être ».

Pour s'assurer que le genre est intégré dans les interventions du programme, une analyse de genre spécifique au contexte a été initiée en 2022 dans les six pays (Côte d'Ivoire, Mali, Ouganda, Jordanie, Inde, Vietnam) afin d'éclairer la prise de décision au niveau du programme WNCB sur les interventions nationales pertinentes et d'influencer certains des changements les plus systématiques concernant la politique et les pratiques en matière de genre et de travail des enfants. **L'objectif de cette évaluation était d'identifier les principales lacunes en matière d'égalité entre les sexes en ce qui concerne le travail des enfants et de fournir des stratégies et des recommandations de politiques pour traiter les obstacles identifiés au bien-être des enfants.**

Malheureusement, l'analyse de genre n'a été réalisée que dans 5 des 6 pays du WNCB. L'analyse de genre en Côte d'Ivoire n'a pas été achevée à temps en raison de difficultés imprévues. Le GEWG a inclus certains des enseignements tirés des études du WNCB dans le but de référencer des recommandations pratiques pour tous les pays. Les 5 rapports d'évaluation de genre spécifiques aux pays qui en résultent mettent en évidence les différents facteurs de risque et de



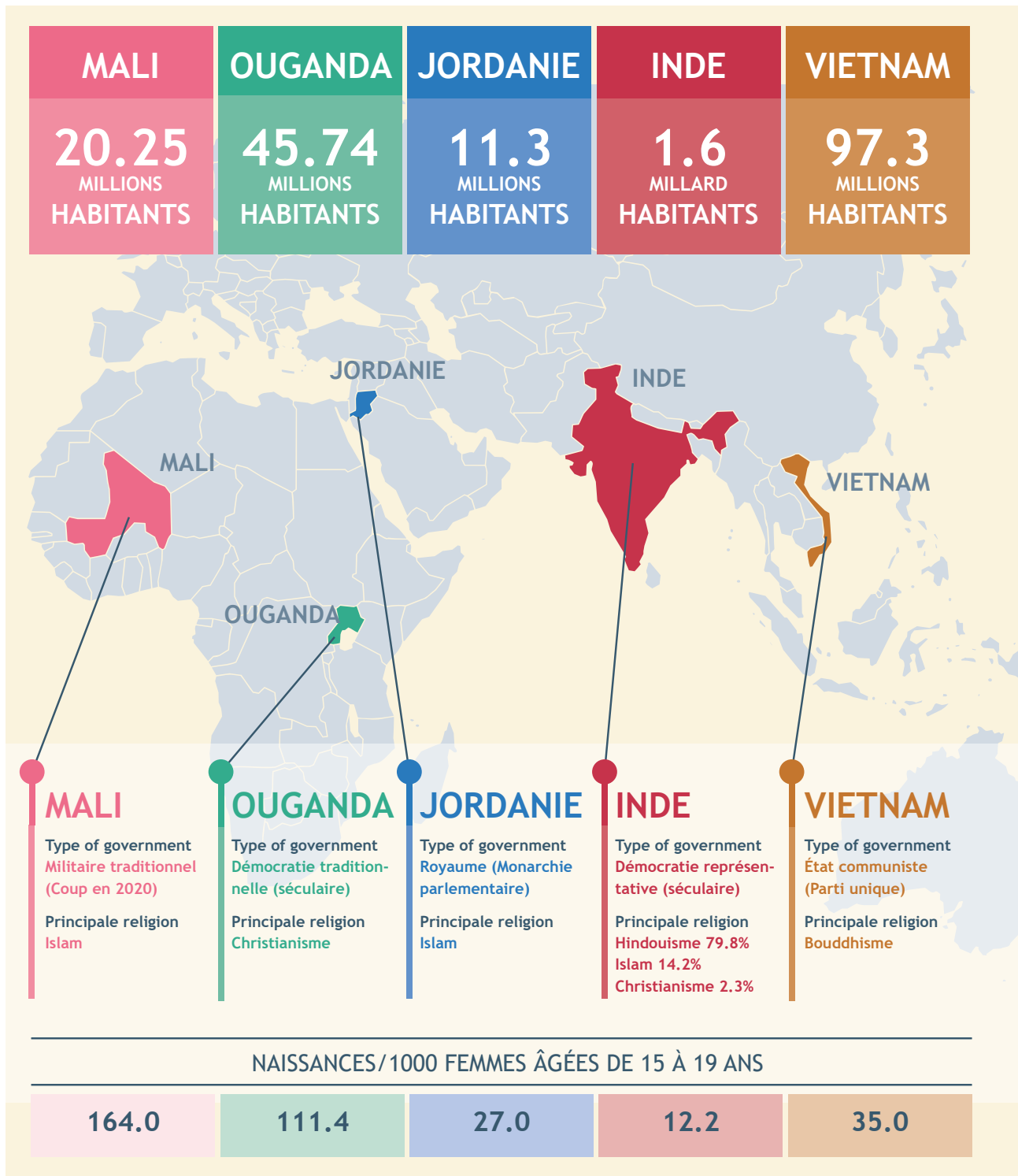
protection du travail des enfants pour les garçons, les filles et leurs familles dans et à travers les différents contextes. **Ce rapport consolidé distille les résultats des rapports individuels des pays et présente les différences et similitudes entre les contextes, ainsi que des recommandations programmatiques générales qui garantiront l'élimination effective du travail des enfants, tant chez les garçons que chez les filles.**

Bien que la plupart des résultats des évaluations de genre par pays ne soient pas censés être généralisables, ce rapport tente d'en faire la synthèse et de distiller les

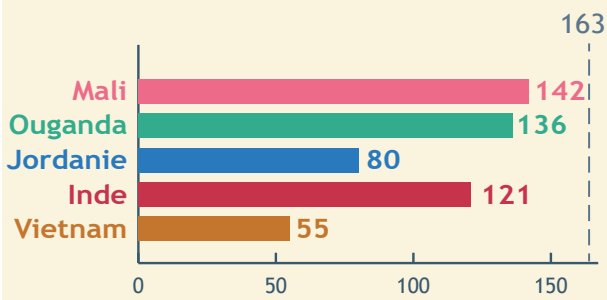
enseignements pouvant fournir un aperçu approfondi de l'égalité de genre dans le programme

WNCB, la contribution de celui-ci à l'égalité des sexes, les recommandations pour renforcer la stratégie et les adaptations pour sa prochaine phase.

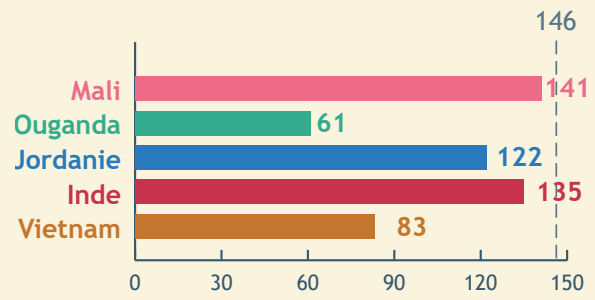
Des extraits des conclusions des rapports nationaux figurent dans les annexes du présent rapport. Pour des informations plus détaillées et une meilleure compréhension des contextes nationaux spécifiques, les lecteurs sont invités à consulter les rapports nationaux eux-mêmes.



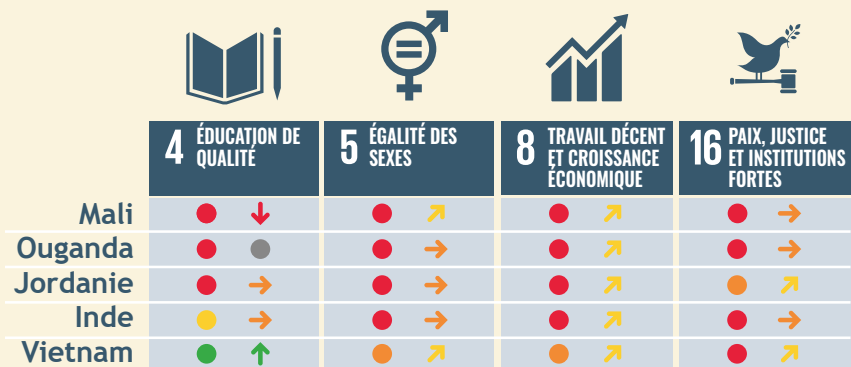
Indice ODD (sur 163 pays)



Indice Genre *(sur 146 pays)



	Mali	Ouganda	Jordanie	Inde	Vietnam
Taux net de scolarisation dans le primaire Éducation (%)	59.0	95.6	79.9	94.6	98.5
Achèvement de l'enseignement secondaire inférieur taux (%)	29.7	26.4	66.4	84.6	97.7
Taux d'alphabétisation (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	46.2	89.4	99.3	91.7	98.6
Rapport entre le nombre moyen d'années d'études des femmes et celui des hommes (%)	56.7	64.5	96.3	62.1	93.0
Rapport entre le taux d'activité des femmes et celui des hommes (%)	72.5	89.1	21.6	26.8	87.0
Enfants impliqués dans le travail des enfants (% de la population âgée de 5 à 14 ans)	13.2	18.1	1.7	NA	13.1



● Réalisation des objectifs de développement durable
 ● Des défis subsistent
 ● Des défis importants subsistent
 ● Des défis majeurs subsistent
↑ En cours
 ↗ Modérément en hausse
 → Stagnant
 ↓ En baisse
 ● Données non disponibles

2

PORTÉE, MÉTHODOLOGIE ET QUESTIONS DE RECHERCHE DE L'ÉTUDE

- >> Portée de l'étude
- >> Approche et méthodologie
- >> Aperçu des évaluations par pays : méthodes, outils, échantillonnage
- >> Limites de l'étude
- >> L'effet de la pandémie de COVID-19 sur l'égalité des sexes



2 Portée, méthodologie et questions de recherche de l'étude

Portée de l'étude

Le programme WNCB vise à atteindre les enfants victimes du travail des enfants et les enfants à risque en tenant compte des inégalités structurelles au sein des sociétés basées sur le genre, l'ethnicité et le statut social. Afin de s'assurer que les études nationales identifient les lacunes les plus ancrées en matière de genre, le GEWG a développé un cadre intégré combinant les méthodes traditionnelles d'analyse de genre, la théorie du changement du WNCB et la méthodologie Genre et Pouvoir (GAP) de Save the Children. L'analyse GAP est un type de recherche-action qui étudie comment les inégalités de genre et de pouvoir se croisent et aide le personnel et les partenaires à comprendre les types et la profondeur de la discrimination dans chaque contexte. Elle soutient la conception et l'adaptation de programmes qui transforment de manière positive les relations de pouvoir inégales et garantissent que toutes les parties prenantes peuvent accéder, participer, prendre des décisions et bénéficier des activités de manière équitable. En fin de compte, cette recherche permet de mettre en place des programmes et des actions de sensibilisation fondés sur des données probantes, qui font progresser l'égalité des sexes et la justice sociale. En cherchant à mieux comprendre l'impact de la construction du genre sur l'enfance et le travail des enfants, cette étude contribue à la réalisation des résultats de la théorie du changement du programme WNCB¹.



RÉSULTAT 1

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.



RÉSULTAT 2

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.



RÉSULTAT 3

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.



RÉSULTAT 4

Le gouvernement de l'UE/des Pays-Bas ainsi que les organisations internationales agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et remplissent leur obligation de en mettant en place et en renforçant des politiques et des lois de diligence raisonnable.

¹ Voir l'annexe 2 pour la Théorie du changement du programme



Les pays ont utilisé des objectifs légèrement différents dans leurs études :

Mali

1. Analyser les conditions des enfants travaillant dans les secteurs de l'agriculture et de l'orpillage dans le contexte malien.
2. Mettre en évidence les principaux facteurs de risque qui conduisent au travail des enfants au Mali et les facteurs de protection qui permettraient de réduire le taux de travail des enfants d'un point de vue communautaire et gouvernemental.

Ouganda & Jordanie

1. Évaluer comment les interventions du programme WNCB ont contribué au changement chez les hommes, les femmes, les garçons et les filles, y compris les résultats attendus et inattendus vers une transition vers le travail décent.
2. Créer un contenu fondé sur des preuves qui facilite la documentation et contribue à un plaidoyer plus large et à des mouvements sociaux en faveur de l'égalité des droits de l'homme pour les hommes, les femmes, les garçons et les filles dans la prévention et la lutte contre le travail des enfants.
3. Fournir des recommandations opérationnelles tenant compte de la dimension de genre afin de renforcer la stratégie du programme pour la nouvelle phase du projet.

Inde

1. Évaluer les écarts entre les sexes dans les interventions de lutte contre le travail des enfants qui ont lieu dans les domaines et les secteurs d'intervention du programme WNCB Inde.
2. Formuler des recommandations sur la manière de rendre ces interventions contre le travail des enfants plus sensibles au genre, à la lumière des lacunes identifiées.

Vietnam

1. Identifier les principaux problèmes/déterminants contribuant aux écarts et aux inégalités entre les sexes, leurs liens avec le travail des enfants et d'autres vulnérabilités qui facilitent le travail des enfants, comme l'abandon scolaire, les migrations dangereuses, la pauvreté, le chômage, les normes sociales, les risques et les vulnérabilités liés à la violence sexiste, et l'impact négatif de la COVID-19 (y compris les mesures de santé publique et ses impacts secondaires comme la perte de moyens de subsistance).
2. Fournir des indications sur l'accès équitable aux opportunités, y compris l'égalité des chances en matière d'éducation et de rétention (comme la violence et la discrimination en milieu scolaire liées à l'orientation sexuelle, à l'identité et à l'expression de genre) et les obstacles liés au genre pour la transition vers un travail décent.
3. Fournir des preuves et des recommandations pour la promotion de politiques et d'interventions transformatrices de genre pour informer la nouvelle phase de planification et de programmation du programme ; et des recommandations pour une législation sur le travail des enfants qui tienne compte du genre et des interventions pour la prévention et l'élimination du travail des enfants.

Questions de recherche

À la lumière des objectifs de l'étude, deux questions principales ont été formulées :

1. Quelles sont les causes et les facteurs du travail des enfants, pour les garçons et les filles, au sein des groupes et secteurs cibles du programme WNCB ?
2. Que peut faire de mieux le programme WNCB pour s'attaquer aux facteurs de risque du travail des enfants et promouvoir les facteurs de protection pour les garçons et les filles au sein des groupes et secteurs cibles du programme WNCB ?



Approche et méthodologie

Les études ont cherché à mieux comprendre comment les constructions de genre influencent l'enfance et comment les normes et pratiques sociétales influencent les rôles et identités des garçons et des filles aux niveaux individuel, familial, communautaire et sociétal. Ils ont également examiné les lois et les politiques relatives au genre, aux droits de l'enfant et à la protection, et leur mise en œuvre dans les pays respectifs ; et enfin, ils ont cherché à explorer les inégalités et les disparités entre les sexes à travers le prisme plus large de l'exclusion sociale et de la pauvreté.

Analyse de genre et de pouvoir (GAP)

L'analyse de genre a utilisé un modèle analytique Genre et Pouvoir (GAP), qui prend en compte différents niveaux socio-écologiques d'analyse : les niveaux individuel, interpersonnel, communautaire et sociétal. Le modèle socio-écologique permet de comprendre la dynamique et les interactions entre les différents facteurs qui affectent la vie des enfants et de leurs familles. Il reconnaît que les enfants ne vivent pas dans un vide, et que leurs choix sont fortement influencés par les systèmes sociaux, économiques, juridiques et politiques qui les entourent. Ces systèmes affectent les choix, les opportunités, l'accès et le contrôle des ressources. Les activités menées à chaque niveau sont interconnectées de manière complexe. Les progrès réalisés à un niveau peuvent accélérer le développement d'un autre, et les difficultés rencontrées à un niveau peuvent créer des obstacles à l'amélioration d'un autre. Ainsi, pour examiner l'inégalité entre les sexes et les relations de pouvoir différentielles, il est nécessaire d'examiner les activités à plusieurs niveaux.

Le cadre d'analyse GAP envisage une approche intersectionnelle pour comprendre comment le genre structure les relations sociales. Afin de saisir les obstacles qui limitent l'égalité des sexes et la justice sociale, et de cartographier les différences de pouvoir qui se croisent et qui sont basées sur d'autres formes d'identité sociale et de privilèges, la méthode d'analyse GAP utilise les six domaines suivants :

- **Modèles de prise de décision**

Ce domaine concerne la capacité des individus à exercer leur autonomie dans les décisions relatives à leur vie et à leur corps, ainsi qu'à contribuer à la prise de décision au sein de la famille, de la communauté et de la société. Il englobe les décisions individuelles liées à son propre corps, sa santé et ses activités (telles que la participation à l'éducation ou au travail), ainsi que les décisions prises au niveau de la famille ou de la communauté qui sont de nature économique, éducative ou politique.

- **Normes, croyances et pratiques sociales**
Ce domaine se concentre sur les attentes et pratiques sociales informelles qui structurent la manière dont les individus interagissent entre eux ainsi qu'avec les structures sociales qui les entourent. Les systèmes politiques, économiques, juridiques et sociaux inégaux reposent sur des normes et des croyances sociales façonnées et renforcées de manière à maintenir les privilèges des détenteurs du pouvoir.
- **Accès et contrôle des ressources**
Ce domaine examine l'accès, l'utilisation et le contrôle des individus sur les ressources nécessaires pour fonctionner et participer à la société. Il couvre les préoccupations relatives aux actifs, à l'éducation, les revenus, les avantages sociaux, la santé, la technologie et l'information. En examinant si les individus peuvent accéder aux ressources, il est également important de considérer que l'utilisation des ressources peut varier entre les personnes dans des groupes ou des contextes particuliers.
- **Rôles, responsabilités et emploi du temps**
Ce domaine concerne les rôles et les responsabilités que les gens adoptent et se voient attribuer dans les différentes sphères de leur vie, ainsi que la façon dont ils utilisent leur temps. Le genre et les autres différences de pouvoir façonnent la manière dont les individus se situent dans le travail rémunéré et non rémunéré, les loisirs et les espaces sociaux à l'intérieur et à l'extérieur du ménage.
- **Lois, politiques, règlements et pratiques institutionnelles**
Ce domaine examine s'il existe des préjugés dans le fonctionnement des lois, des politiques, des règlements et des pratiques institutionnelles. Ceux-ci jouent un rôle dans la création, le renforcement ou la remise en cause des inégalités sociales et de genre. L'encadrement et l'exercice des droits sont essentiels pour l'accès des parties prenantes à des institutions telles que l'héritage, l'emploi, le statut juridique et les protections contre la violence.
- **Sécurité, dignité et bien-être**
La sécurité englobe l'absence de danger et de violence, et comprend des aspects tant physiques que psychologiques. Ce domaine se concentre sur la manière dont les violations des droits, telles que la discrimination, l'inégalité, l'exclusion et la violence, affectent la capacité des individus à vivre dans la dignité au sein des familles, des communautés et des sociétés.






Rajjan Zaveri / Save the Children

Les consultants des six pays ont adopté une approche participative impliquant diverses parties prenantes pour répondre aux questions de recherche.

Ils ont adopté une combinaison de méthodes pour l'étude. Les données ont été collectées à partir de sources secondaires (données et littérature sur les pratiques du travail des enfants, les écarts entre les sexes, les inégalités dans le travail des enfants concernant le niveau d'éducation, la législation, la politique et les règlements concernant le travail des enfants, les droits et la protection de l'enfance, et l'égalité des sexes) et de sources primaires (parties prenantes au niveau national et local) afin que, dans la mesure du possible, la triangulation des données puisse être effectuée pour valider les résultats de la recherche. Les approches de collecte de données primaires étaient soit qualitatives (Inde et Vietnam), soit mixtes, qualitatives et quantitatives (Mali, Ouganda et Jordanie).

La collecte de données qualitatives primaires s'est faite principalement par le biais des groupes de discussions (GDD) et d'entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (KII) en utilisant des questions ouvertes, laissant aux répondants la flexibilité de converser ouvertement sur les sujets sur les lacunes et les opportunités liées aux inégalités de genre et leurs liens avec le  ail des enfants. Les GDD ont utilisé une méthodologie participative de listage et de classement² pour faciliter l'identification et la compréhension des inégalités de genre existantes et des moteurs du travail des enfants. L'une des forces de cette méthodologie est que les participants identifient les facteurs clés tout en jouant un rôle de premier plan dans la hiérarchisation des facteurs les plus importants pour eux,

ce qui peut soutenir l'action pratique de Save the Children. L'évaluation nationale de l'Inde comprenait une analyse thématique, un discours fondé et une analyse du discours. L'évaluation nationale de l'Ouganda a également utilisé une évaluation « H » pour explorer les forces et les succès du programme WNCB parmi les garçons et les filles et les hommes et femmes adultes dans les communautés. De même, en Ouganda, le chercheur a aidé les jeunes enfants âgés de 5 à 12 ans à s'exprimer par le biais de dessins créatifs pour exprimer leurs problèmes et leurs préoccupations concernant le travail des enfants. La collecte de données quantitatives s'est généralement faite au moyen d'enquêtes sur les connaissances, les attitudes et les pratiques (KAP). Les données recueillies ont été soumises à une analyse statistique SPSS. Pour plus d'informations sur l'évaluation de chaque pays (communautés cibles, méthodes et outils de collecte, méthodes d'échantillonnage et taille des échantillons), voir le tableau 1 ci-dessous.

Toutes les équipes de pays et de consultants ont pris en compte différentes mesures de sécurité, y compris les procédures de sauvegarde des enfants (CSG), lors de la réalisation de l'analyse. Il s'agit notamment de s'assurer que la participation à la recherche est volontaire, d'obtenir le consentement pleinement éclairé des tuteurs et des participants, d'informer les participants de leur droit de refuser ou de se retirer à tout moment, de n'exclure aucun groupe de l'étude, et de préserver l'anonymat et la confidentialité des participants. Les équipes se concentrent également sur des actions préventives pour assurer la sécurité des enfants.

² La méthodologie de liste et de classement participatifs est une approche de la collecte de données dans laquelle des groupes de participants bien informés sont guidés pour générer des réponses à des questions spécifiques de manière participative. La méthodologie s'appuie sur des méthodes quantitatives et qualitatives pour générer des données riches et contextualisées qui peuvent être comptées, classées et comparées entre les groupes ou au sein de ceux-ci. Elle favorise un processus participatif qui met rapidement en évidence les moteurs existants tout en offrant la possibilité d'une analyse plus approfondie.



Aperçu des évaluations par pays : méthodes, outils, échantillonnage

Tableau 1

Mali Fév-Aout 2022		
Communautés / lieux ciblés	Région de Sikasso : - Finkolo Ganadougou - Faragouaran - Fourou - Misséni - Gouanan - Yalancoro Région de Ségou : - Diaramana - Kazangasso - Waki	
Méthode de collecte des données	- Secondaire : analyse documentaire - Primaire : méthode mixte	
Méthode d'échantillonnage	- Échantillonnage raisonné	
Outils de collecte des données	Groupe cible	Taille de l'échantillon
24 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés	KII aux niveaux régional et national : - 3 élus communaux (1 femme) - 3 chefs traditionnels ou coutumiers - 5 représentants d'organisations communautaires (coopératives agricoles, groupes d'orpailleurs ; AME, CGS, AEJT) (2 femmes) - 5 entrepreneurs du secteur informel (2 femmes) - 2 agents du CSCom (1 femme) - 2 enseignants (1 femme) - 1 représentant du département local pour la promotion de l'enfance et de la femme - 1 représentant du développement social local Service - 1 représentant du service de sécurité/défense - 1 représentant de l'administration territoriale	24 informateurs clés 180 enfants
Enquêtes en personne : 180 enfants (80 filles)	Enfants (5-17) et parents	

Ouganda Fév-Aout 2022		
Communautés / lieux ciblés	Tiira T/C - Buteba - Moruita - Tokora - Tapac - Rupa	
Méthode de collecte des données	- Secondaire : analyse documentaire - Primaire : enquête quantitative, méthodes qualitatives	
Méthode d'échantillonnage	- Formule de la grille de Kish pour les méthodes quantitatives	
Outils de collecte des données	Groupe cible	Taille de l'échantillon
Quantitative : - Étude KAP Qualitative : - 23 entretiens avec informateurs clés - 28 GDD	- Adolescents de sexe féminin et masculin (13 -17) - Enfants de sexe féminin et masculin < 12 - Adultes : femmes et hommes	Total de 237 répondants de 120 ménages pour l'étude quantitative (117 adolescents (13-17) et 120 aidants).





Mo'awia Bajis / Save the Children

Jordanie Avril 2022

Communautés / lieux ciblés	- Amman Est (Sahab, Marka & Russaifeh) - Mafraq (Za'atari camp)
Méthode de collecte des données	- Secondaire : analyse documentaire - Primaire : méthode mixte (quantitative et qualitative)
Méthode d'échantillonnage	- Boule de neige

Outils de collecte des données	Groupe cible	Taille de l'échantillon
Enquêtes (entretiens en personne)	Enfants et jeunes (7-17 ans) jordaniens et syriens (engagés dans l'éducation formelle, ou risquant d'abandonner ou ayant abandonné l'école)	193 (40 femmes 153 hommes, dont 13 femmes et 29 hommes du camp de Za'atari.
5 GDD	Parents d'enfants et de jeunes	4 GDD avec des parents féminins 1 GDD avec des parents masculins
5 entretiens en personne	Les employeurs du secteur informel dans : - l'agriculture (élevage, exploitation avicole) - l'industrie (plastique, détergent) - le commerce (habillement) - les projets générateurs de revenus (cuisine et gâteries, baby-sitting)	5
9 entretiens en personne/en ligne	Représentants d'organisations gouvernementales ³	4
	Représentants des ONGI ⁴	4
	Représentants des ONG locales ⁵	1
2 entretiens en personne	Imams	2

³ Les représentants des organisations gouvernementales jordaniennes comprennent le Conseil national des affaires familiales (semi-gouvernemental), le ministère du travail, le ministère de l'éducation et le ministère du développement social.

⁴ Les représentants des ONGI comprennent ONU Femmes, Save the Children, l'UNICEF et l'OIT.

⁵ Les représentants des ONG comprennent la Fondation du Roi Hussein.



Inde Fév-Juin 2022

Communautés / lieux ciblés	- Delhi - Bihar - Rajasthan
Méthode de collecte des données	- Secondaire : analyse documentaire - Primaire : méthodes qualitatives
Méthode d'échantillonnage	- Échantillonnage raisonné - cartographie de la communauté

Outils de collecte des données	Groupe cible	Taille de l'échantillon
Total : 12 GDD - Bihar : 8 GDD (4 districts) - Rajasthan : 2 GDD (1 district) - Delhi : 2 GDD (1 district)	Enfants (7-17), y compris les enfants marginalisés (identités de genre non binaires, appartenant à des communautés socio-économiques différentes, et enfants handicapés) Critères : adolescents à risque dans toute forme de travail des enfants et enfants ayant abandonné l'école pour travailler ou risquant d'abandonner l'école après la pandémie.	Environ 120 total (50 % H, 50 % F) - Bihar : 80 enfants - Rajasthan : 20 enfants - Delhi : 20 enfants
Total : 12 GDD - Bihar : 8 GDD (4 districts) - Rajasthan : 2 GDD (1 districts) - Delhi : 2 GDD (1 district)	Parents/aidants Critères : parents dont les enfants sont impliqués dans une forme quelconque de travail des enfants ou ayant abandonné l'école pour travailler	Total: 72 à 96 parents 50% H, 50% F
3 entretiens approfondis, 1 dans chaque district	Employeurs du secteur privé (Usines, agriculture ou travail domestique)	3
3 entretiens approfondis, 1 dans chaque district	Activistes sociaux travaillant de manière intensive sur le travail des enfants	3
3 entretiens approfondis, 1 dans chaque district	Représentants du gouvernement	3

Vietnam Jan-Juin 2022

Communautés / lieux ciblés	- District de Dong Thap - District HCMC
Méthode de collecte des données	- Secondaire : analyse documentaire (y compris les données quantitatives disponibles) - Primaire : méthodes qualitatives participatives
Méthode d'échantillonnage	- Échantillonnage raisonné

Outils de collecte des données	Groupe cible	Taille de l'échantillon
6 GDD (4 à HCMC et 2 à Dong Thap)	Enfants âgés de 13 à 17 ans travaillant dans le secteur informel	36-48 environ
GDD Total de 6 GDD (4 à HCMC et 2 à DongThap)	Parents et aidants d'enfants travailleurs et d'enfants à haut risque de travail des enfants.	36-48 environ
2 GDD (1 dans chaque district)	Protection de l'enfance, genre, éducation, travailleurs des moyens de subsistance et autorités locales	12-16 environ
23 entretiens avec informateurs clés	Décideurs gouvernementaux de DOLISA, représentants d'organisations de la société civile	8-11
Entretiens avec informateurs clés	Acteurs de la protection de l'enfance, du genre, de l'éducation, des moyens de subsistance (niveau national)	11
Entretiens avec informateurs clés	Décideurs gouvernementaux, par exemple du MOLISA (niveau national)	4



Limites de l'étude

Mali

L'analyse a été réalisée dans 9 des 20 communautés où le programme WNCB est actif. Six communautés se trouvent à Sikasso, où l'on pratique l'agriculture et l'orpaillage. Les 3 communautés de Ségou n'exercent que des activités agricoles. L'objectif était d'atteindre les communautés présentant un fort potentiel de travail des enfants dans les deux secteurs. La concentration stricte sur deux secteurs a exclu l'analyse d'autres formes de travail des enfants, bien que l'exploitation minière et l'agriculture soient les secteurs de prédilection du programme WNCB et les plus importants au Mali, où le travail des enfants est présent. Les enfants interrogés étaient des enfants travailleurs (filles et garçons) qui ne fréquentaient pas l'école. Les enfants scolarisés ont été exclus de l'analyse car le travail des enfants au Mali est classé comme étant effectué par des enfants en dehors du système éducatif.

Les parents d'enfants qui travaillent n'ont pas été ciblés comme répondants. Cependant, l'observation directe et les efforts sur le terrain ont permis de recueillir leurs points de vue.

Ouganda

L'évaluation en Ouganda a couvert des communautés sélectionnées à dessein dans 2 des 3 zones cibles du WNCB : Busia et Karamoja. L'étude a été menée lorsque l'insécurité liée aux vols de bétail était élevée, et certaines zones ont donc dû être écartées des sites échantillonnés. Ceux-ci ont été remplacés par des sites où la mise en œuvre du WNCB venait de commencer. Cela signifie que l'équipe de l'étude n'a pas eu l'occasion d'interagir avec certaines personnes dans les zones où le programme WNCB était mis en œuvre depuis longtemps.

La diversité culturelle dans les régions où le programme WNCB opère signifie qu'il existe des différences dans les rôles, les normes et les attentes des hommes et des femmes. Par conséquent, certaines croyances et pratiques culturelles identifiées comme étant à l'origine de la division du travail entre les sexes peuvent ne pas s'appliquer globalement à tous les sous-groupes ethniques de la zone d'étude.

Néanmoins, plusieurs points communs culturels rendent les résultats présentés dans ce rapport largement applicables à la plupart des sous-groupes. Les rôles de genre sont également déterminés par les activités économiques et les sources de subsistance disponibles, qui ne sont pas les mêmes dans toutes les zones couvertes par le WNCB. Par conséquent, les résultats de l'analyse peuvent ne pas s'appliquer à toutes les zones cibles du WNCB en Ouganda.

Bien qu'il soit courant que les filles n'héritent pas des

terres de leurs parents, dans les foyers où les parents sont éduqués, les filles sont de plus en plus nombreuses à hériter des terres. Une fois de plus, cela suggère que toutes les conclusions ne peuvent pas être généralisées ; certaines d'entre elles sont spécifiques au contexte. Cela implique donc que des approches sur mesure pour chaque domaine sont nécessaires.

L'étude a été menée pendant la saison des pluies, de sorte que l'activité dans les mines était limitée. Il a donc été impossible de faire des observations sur les rôles sexuels des filles et des garçons dans le travail de la mine, en dehors de ce qui a été observé au niveau des ménages concernant le lavage de l'or.

Jordanie

En Jordanie, les deux zones où le WNCB est actif ont été ciblées : le gouvernorat d'Amman Est (les zones urbaines de Marka, Sahab et Ruseifah) et le gouvernorat de Mafraq, où se trouve le grand camp de réfugiés syriens de Za'atari.

Le rapport Jordan n'indique pas clairement les limites de l'évaluation (échantillonnage, méthodologie, analyse). L'approche d'échantillonnage utilisée, le snowballing, n'est ni bien clarifiée ni statistiquement justifiée. La raison pour laquelle l'échantillonnage non probabiliste a été préféré à l'échantillonnage probabiliste n'est pas explicite, pas plus que la question de savoir si les résultats peuvent être généralisés à un niveau plus large dans le pays.

Étant donné que l'étude a principalement impliqué des enfants, elle n'inclut pas de déclarations claires sur la façon dont les considérations de sauvegarde des enfants ont été intégrées tout au long de ses différentes phases. Les défis mentionnés dans le rapport sont les suivants :

- Peu de pères ont assisté aux GDD qui leur étaient destinés, malgré les efforts déployés pour trouver des dates et des heures adaptées à leurs différents horaires de travail.
- Les contraintes de temps et le manque de coopération de la part de certaines organisations gouvernementales et non gouvernementales pour accorder un rendez-vous ou un moment adéquat pour l'entretien ont nécessité la recherche d'autres personnes clés au sein des mêmes organisations ou d'autres institutions fortes travaillant sur le travail des enfants.
- Un nombre nettement plus élevé de garçons que de filles a été interrogé dans toutes les zones ciblées, en particulier à Amman Est. Cela s'explique par le fait que la plupart des enfants et des parents ciblés par les programmes de l'UNICEF à Rusifah et Sahab depuis 2021 sont des hommes. De plus, à Marka et à Za'atari, les familles de nombreuses filles ne leur ont pas permis de venir, et beaucoup de celles qui travaillent dans le secteur agricole avec leur famille n'ont pas pu venir en raison des longues heures de travail.





Inde

Le rapport fait état de limites concernant la représentation des districts étudiés (seuls 4 des 6 districts ont été couverts, bien qu'ils soient répartis dans les 3 régions où le WNCB est actif) et l'ensemble limité de parties prenantes participant à l'AG. Cela était principalement dû à des contraintes de temps. L'utilisation de la cartographie communautaire pour identifier certains groupes et individus s'est avérée difficile à réaliser au cours du processus de collecte des données. Par conséquent, les enfants ayant une identité non binaire, un handicap intellectuel, multisensoriel ou psychosocial, et les enfants appartenant à des communautés socio-économiques mal desservies étaient difficiles à atteindre. Certains marqueurs identitaires défavorables, tels que le statut de caste minoritaire et la privation économique, étaient plus accessibles à la cartographie que ceux mentionnés précédemment. Par conséquent, les données ne donnent pas un aperçu adéquat de la vie des enfants non binaires ou handicapés et de la manière dont ces identités se recoupent avec le risque de participer au travail des enfants. Il convient toutefois de noter qu'aucune des autres évaluations nationales n'a abordé la question de l'identité de genre non binaire ou des enfants handicapés. Il s'agit là d'une des limites de l'analyse qui doit faire l'objet d'une attention particulière lors de la mise en œuvre d'activités de transformation du genre dans les années à venir. Dans les districts où les campagnes de sensibilisation, les programmes gouvernementaux et les interventions de la société civile sont opérationnels depuis plusieurs années, les personnes interrogées étaient réticentes à parler des inégalités persistantes liées au sexe, à la caste et à d'autres marqueurs tels que le handicap.

Vietnam

Des contraintes de temps ont limité l'étude à 2 districts (Dong Thap et Ho Chi Minh Ville) sur 3 où le WNCB est actif. En outre, les approches qualitatives (KII et GDD) ne peuvent pas être généralisées à l'ensemble de la population, ce qui limite l'étude à un instantané de la situation de groupes spécifiques d'enfants (tels que ceux à risque travaillant dans le secteur informel). Puisque les enfants engagés dans le travail des enfants travaillaient au moment de la collecte des données, il était impossible de les inclure en tant que participants. Au lieu de cela, les enfants en situation de risque de travail des enfants ont été interrogés.

Le délai limité pour la collecte des données primaires (six (6) jours au total) a eu un impact sur la stratégie de travail sur le terrain. Par exemple, la taille des échantillons aurait été idéalement plus grande, il y aurait eu plus de temps pour l'engagement et la participation locale à chaque étape de la planification et de la mise en œuvre, et les participants auraient été plus activement engagés dans l'analyse et la validation des données - améliorant ainsi la qualité des données et les perspectives. En raison du temps limité, il n'a pas été possible de piloter le questionnaire des groupes de discussion. Pour remédier à cette limitation, l'équipe de consultants a animé une réunion directement après le premier GDD afin d'aborder tous les problèmes liés au questionnaire et plusieurs modifications mineures ont été apportées pour réduire la durée des GDD.

Considérations éthiques

Les rapports de l'Ouganda et du Mali ne font aucune mention des considérations éthiques, bien que celles-ci soient incluses dans les termes de référence des consultants. Les rapports de la Jordanie, de l'Inde et du Vietnam indiquent tous que l'objectif de l'étude et sa contribution au programme WNCB ont été expliqués aux participants et que leur consentement a été demandé avant qu'ils n'acceptent de participer, avec le consentement des aidants/parents pour les enfants (moins de 18 ans) impliqués. La confidentialité concernant les réponses et la communication des résultats a été assurée. Les études mentionnent également la nécessité de veiller à ce que les enfants soient interrogés dans des environnements sûrs et en utilisant des questions/activités adaptées à leur âge. Les enfants ont été répartis dans des groupes adaptés à leur âge et à leur sexe. Le rapport du Vietnam mentionne également que des protocoles de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) et les protocoles locaux d'orientation en matière de protection étaient en place en cas de révélation d'abus



L'effet de la pandémie de COVID-19 sur l'égalité des sexes, l'éducation et le travail des enfants

Le programme WNCB a été lancé au début de la pandémie de COVID-19. Bien que les effets de la pandémie n'aient pas été spécifiés comme un sujet d'enquête dans [Les Termes de référence](#) des évaluations de genre, ils ont été mentionnés dans tous les pays, à l'exception du Mali et de l'Ouganda. Nous incluons donc une brève description des principaux points soulevés par les répondants en Jordanie, en Inde et au Vietnam.

Jordanie

Une augmentation du nombre de femmes impliquées dans le travail des enfants a été constatée après la pandémie car de nombreuses familles dans les zones ciblées ont perdu leur emploi, ce qui a incité les mères à lancer des projets générateurs de revenus à l'intérieur de la maison et à encourager leurs filles à travailler avec elles. Les mesures de distanciation sociale, les fermetures d'écoles et la surcharge des systèmes de santé ont accru la demande de travail domestique non rémunéré des filles et des adolescentes pour répondre aux besoins de survie de la famille et prendre soin des malades et des personnes âgées. Les normes sociales discriminatoires sont susceptibles d'accroître la charge de travail non rémunérée liée au COVID-19 pour les filles et les adolescentes, en particulier celles qui vivent dans la pauvreté ou dans des endroits ruraux et isolés.

Les enfants de sexe masculin d'Amman Est ont mentionné que trouver du travail pendant la pandémie a été une bouée de sauvetage pour leurs familles. L'un d'eux a dit : Dans notre société, il est plus facile pour un enfant de trouver un emploi que pour son père.

90 % des enfants des deux sexes ont confirmé l'impact négatif du COVID-19 sur leur vie financière, sociale et éducative. Les hommes ont subi une pression accrue, car ils sont considérés comme les principaux soutiens de famille après leur père. De nombreux parents ont perdu leur emploi pendant la pandémie, en particulier les ouvriers qui sont payés à la journée dans les domaines industriel et agricole. En conséquence, leurs enfants ont été contraints d'abandonner l'enseignement et de chercher un emploi, quitte à travailler pendant de longues heures et pour de faibles salaires. Les enfants de sexe masculin d'Amman Est ont mentionné que trouver du travail pendant la pandémie a été un facteur de survie pour leurs familles. L'un d'eux a dit : « Dans notre société, il est plus facile pour un enfant de trouver un emploi que pour son père. »

Dans l'est d'Amman, de nombreuses mères ont commencé un travail productif à la maison, comme la préparation des repas. En conséquence, la pression sur les filles s'est accrue, car elles devaient jongler entre les travaux domestiques, les soins aux membres de la famille - tels que les personnes âgées ou les enfants - et l'aide à leurs mères dans leurs nouveaux projets. Les filles ont été davantage exploitées et contraintes de travailler au-delà de leurs capacités pendant deux ans au cours de la pandémie, ce qui a affecté leurs résultats scolaires, car elles n'avaient pas le temps d'assister à leurs cours en ligne. De plus, la panne d'Internet a eu un impact négatif sur les deux sexes, les empêchant de suivre des cours en ligne.

Dans le camp de réfugiés syriens de Za'atari, la pandémie n'a pas eu d'impact sur la relation entre le travail des enfants et l'abandon scolaire, car la plupart des enfants travaillaient déjà dans l'agriculture et avaient par conséquent abandonné l'école.

Inde

Depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, toutes les écoles sont restées fermées, faisant de l'apprentissage à distance un élément crucial de l'éducation d'un enfant. Cependant, une grande partie de la population n'a qu'un accès limité aux ressources numériques de base, compte tenu de son faible statut socio-économique, ce qui crée une fracture numérique entre les différentes sections de la population en ce qui concerne l'accès à l'apprentissage en ligne. Les filles et les femmes sont désavantagées en termes d'accès aux technologies en raison (i) de la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines, (ii) de la fracture numérique fondée sur les revenus et (iii) de la discrimination au sein des ménages (Observer Research Foundation, 2021). Dans tous les districts, les filles et les femmes ont déclaré avoir moins accès aux téléphones portables et à l'internet que les membres masculins de leur famille. Le manque d'accès à la technologie a également réduit les possibilités de loisirs, en particulier pour les adolescentes. Outre le manque d'accès à la technologie, la fermeture de l'école signifiait également l'impossibilité d'accéder aux repas de midi, aux serviettes hygiéniques et aux toilettes.

N'ayant pas accès à l'éducation scolaire, un plus grand nombre d'enfants ont été poussés à travailler en raison (i) de la baisse de motivation, (ii) de l'augmentation du nombre d'enfants devant aider les familles pauvres à joindre les deux bouts, (iii) de l'augmentation de l'incidence de la migration et de la migration inverse en raison de la perte d'emploi des parents, (iv) de l'augmentation de la mise en servitude des enfants issus de castes marginalisées, et (v) des perturbations émotionnelles au niveau familial rendent les enfants issus de familles monoparentales, recomposées ou dirigées par des femmes plus vulnérables au travail des enfants.



Vietnam

La plupart des groupes de discussion ont convenu que la COVID-19 a exacerbé certains des facteurs de risque, en particulier les niveaux de chômage chez les adultes, et ont mentionné que la distanciation sociale créait un stress supplémentaire pour les individus. Les enfants participant à la formation professionnelle ont expliqué qu'il était difficile

de poursuivre leur formation en ligne car ils avaient besoin de s'exercer en personne pour apprendre. En général, conformément aux conclusions de l'analyse documentaire, les participants ont convenu que les filles ont assumé des responsabilités domestiques et de soins supplémentaires en raison du COVID-19 et de son impact. Les groupes d'officiers publics pensent également que le trafic et la violence basée sur le genre ont augmenté à cause du COVID-19.

De même, environ la moitié des informateurs clés ont mentionné qu'ils avaient entendu parler d'enfants susceptibles d'être impliqués dans les pires formes de travail des enfants, bien qu'ils n'aient pas été témoins de tels cas de première main, tandis que l'autre moitié a déclaré ne pas avoir d'informations sur ces pires formes de travail des enfants.

La plupart des participants ont mentionné que le COVID-19 a pu conduire à une augmentation du travail des enfants car elle a eu un impact sérieux sur l'emploi et a augmenté la pauvreté des ménages, impactant le plus les familles migrantes et vulnérables.

Pendant la pandémie de COVID-19, les gouvernements centraux et locaux ont fourni un soutien financier et de la nourriture aux personnes vivant dans les zones de confinement. De nombreux informateurs clés ont souligné certaines lacunes dans la fourniture de services de soutien aux enfants migrants et aux enfants handicapés.

Par exemple, ils ont expliqué que les enfants migrants ne peuvent pas accéder à l'éducation en raison de l'absence de certificat de naissance ou d'enregistrement du ménage. En revanche, les enfants handicapés ne peuvent pas accéder à l'éducation inclusive, et ceux qui vivent dans des zones rurales ou montagneuses ne peuvent pas accéder à l'éducation en ligne.



3

PRINCIPAUX RÉSULTATS

- >> Tendances du travail des enfants dans cinq pays
- >> Principaux résultats au Mali
- >> Principaux résultats en Ouganda
- >> Principaux résultats en Jordanie
- >> Principaux résultats en Inde
- >> Principaux résultats au Vietnam



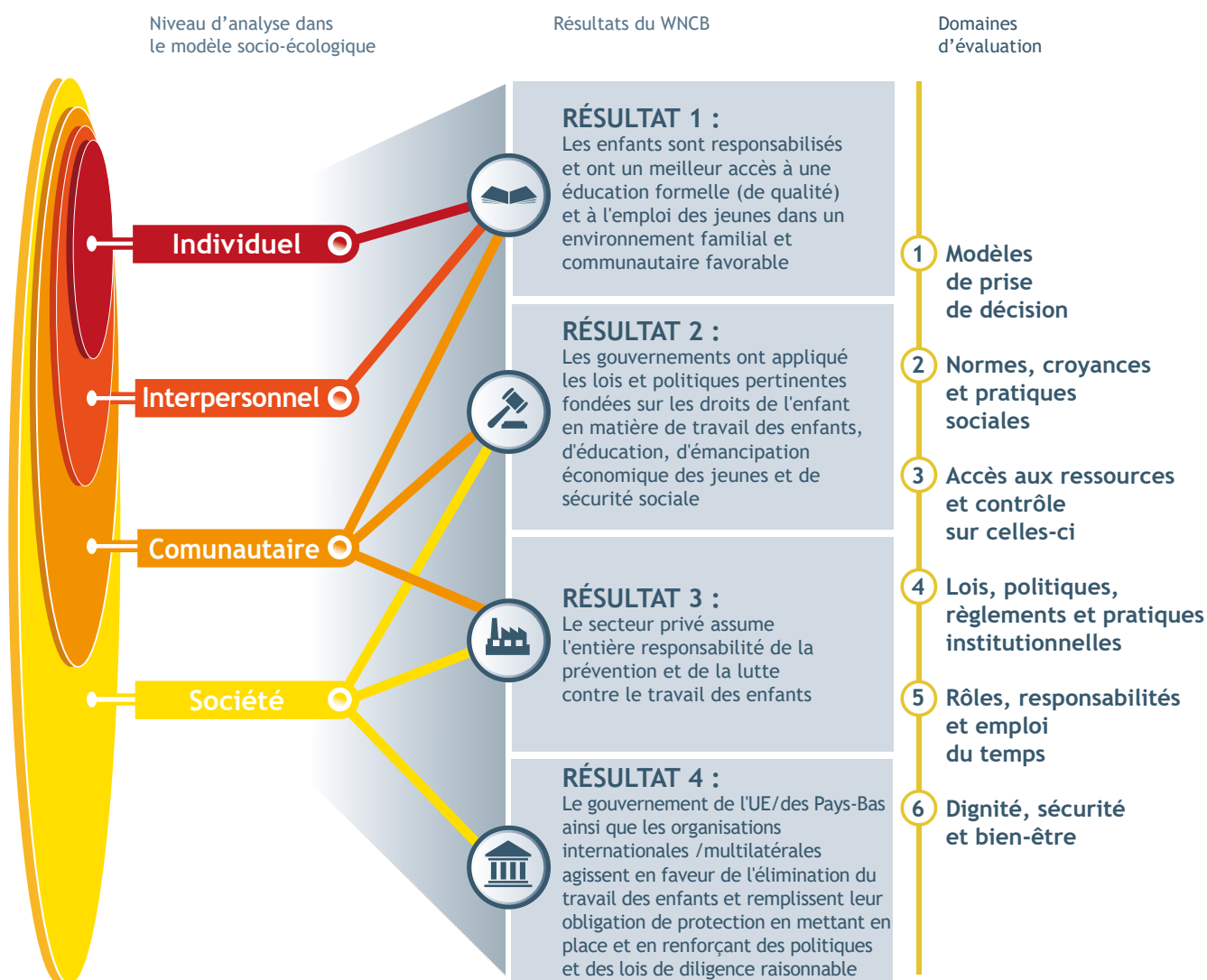
3 Principaux résultats

Il a été demandé aux consultants de rapporter tous les résultats pertinents aux questions de recherche, y compris lorsque les données n'étaient pas disponibles ou ne pouvaient pas être collectées.

Les rapports de synthèse  chaque pays sont disponibles à l'Annexe 4.

Les résultats des données sont présentés par résultat et sous les 6 domaines de l'évaluation du genre et les niveaux du modèle socio-écologique. Veuillez

noter que les domaines sont interdépendants et qu'il y a également un chevauchement entre la façon dont ils se recoupent avec les différents résultats. Par conséquent, les informations apparaissent sous différents résultats selon la façon dont les chercheurs ont traité leurs résultats pour chaque pays. En outre, pour des informations plus détaillées le lecteur est invité à consulter les rapports complets des pays. Les liens vers ces documents se trouvent dans [les Rapports de synthèse](#).



Tendances du travail des enfants dans les cinq pays

Problème Vulnérabilité	Référence		Bibliographie/ études pertinentes		Référence		Bibliographie/ études pertinentes		Référence		Bibliographie/ études pertinentes	
	Mali	Ouganda	Jordanie	Inde	Vietnam	Mali	Ouganda	Jordanie	Inde	Vietnam	Mali	Ouganda
Groupes vulnérables												
Orphelins	■	■	●	■	■							
VIH enfants/hhs	■	■	●	■	■							
Enfants handicapés	■	■	●	■	■							
Enfants/hhs vivant en milieu rural	■	■	■	■	■							
Enfants des rues	■	■	■ ¹	■	■							
Minorité ethnique	■	■	■	■	■							
Migrants	■	■	■	■	■					■ ²	■	■
Caste									■	■		
Enfants vivant dans la pauvreté	■	■	■	■	■					■	■	■
Enfants victimes de la traite des êtres humains	■	■	■	■	■					■ ³		
Enfants sans liens familiaux	■	■	■	■	■					●		
Réfugiés	■	■	■	■	■					●		
Travail des enfants												
Frais de scolarité élevés / absence d'écoles à proximité comme causes de l'abandon scolaire/de l'entrée dans le travail des enfants	■	■	■	■	■					●		
Le sacrifice et la piété filiale à l'origine du travail des enfants	●	●	●	■	■					■	■	■
La composition du ménage influe sur le travail des enfants	■	■	●	■	■					●		
L'influence des pairs sur l'entrée dans le travail des enfants	●	■	■	■	■					■		
Un rapport qualité-prix élevé pour les enfants	■	■	■	■	■							■
Déséquilibre entre les sexes : participation des femmes et des hommes	■	■	■	■	■					■	■	■
Écart de paiement pour les activités professionnelles exercées par des enfants	■	■	■	■	■					■	■	■
Les garçons sont plus exposés au risque de travail des enfants	■	■	■	■	■					■	■	■
Forte incidence du travail domestique des filles	■	■	■	■	■					■	■	■
Manque de sensibilisation aux conséquences du travail des enfants	■	■	■	■	■					■		
Caractéristiques sociétales												
La société patriarcale comme cause première des problèmes de genre	■	■	■	■	■					■	■	■
Mariage des enfants	■	■	■	■	■					■	■	■
VBG	■	■	■	■	■					■	■	■
Trafic d'enfants	■	■	■	■	■					■	■	■
Travail forcé	■	●	●	■	■					●		
La religion comme cause des problèmes de genre	●	●	■	■	■					■	■	■
Brasseries locales/alcool	●	■	■	■	■					■		

- Forte incidence
- ¹ Exploitation minière
- ² Interne
- ³ Pour les femmes
- Incidence moyenne
- Faible incidence
- Pas d'information



Une évaluation des principales tendances dans les cinq pays a révélé que :

- Les enfants vivant dans la pauvreté et les enfants victimes de la traite sont les groupes les plus vulnérables au travail des enfants et aux inégalités entre les sexes
- Les garçons sont plus exposés au risque de travail des enfants
- Les filles sont davantage exposées au travail domestique, au mariage des enfants et à la violence basée sur le genre
- L'influence des pairs et la valeur élevée de l'argent pour les enfants augmentent considérablement le pourcentage de travail des enfants, tant pour les garçons que pour les filles
- En Ouganda et en Inde, l'abus d'alcool chez les parents est l'un des facteurs susceptibles d'accroître
- l'incidence du travail des enfants au sein et en dehors du ménage

Les conclusions pour chaque pays donnent un aperçu des réponses apportées par l'analyse à la première question de recherche :

Quelles sont les causes et les motivations du travail des enfants, garçons et filles, au sein des groupes cibles du programme WNCB (migrants, enfants des rues et enfants réfugiés) ? Et quelle est la relation avec le secteur informel dans le cadre des deux composantes (éducation et emploi) ?



Principaux résultats au Mali

Facteurs de risque

Bien que la pauvreté économique soit citée comme la cause perçue du travail des enfants, les insuffisances dans les rôles et les responsabilités des acteurs de la protection sont la première cause réelle du travail des enfants. Les normes sociales et les croyances imprègnent les pratiques quotidiennes et perpétuent

le travail des enfants, et les parents jouent un rôle clé à cet égard. De plus, les conséquences de la crise sécuritaire et politique au Mali contribuent à ce que les enfants (filles et garçons) commencent à travailler à un très jeune âge.



Les enfants travaillent souvent loin du foyer familial et sont « piégés » pour le faire. Le degré de mobilité des enfants est élevé, et presque tous les enfants en déplacement sont destinés à travailler. Près de 2 enfants mobiles sur 5 sont des filles. Les enfants (filles et garçons) qui travaillent et se déplacent sont exposés au risque d'exploitation ou de disparition. En outre, la nature poreuse des frontières entre les États et le manque de rigueur aux points de contrôle et aux postes de sécurité encouragent le travail des enfants.

La quantité de travail effectuée par les enfants (filles et garçons) est abusive. De nombreux enfants (filles et garçons) ne savent pas qu'ils doivent être protégés au travail et qu'ils ont des droits. Ils ne connaissent pas les structures de protection. La plupart du travail des enfants a lieu dans le secteur informel (agriculture, travail domestique et orpaillage), où les filles et les garçons représentent une source de travail rentable.

Le manque d'éducation de qualité dans les écoles est un facteur qui pousse les garçons et les filles à travailler à un jeune âge. Les problèmes dans le domaine de l'éducation comprennent le manque d'espace dans les salles de classe en raison du nombre élevé d'inscriptions, le nombre insuffisant d'enseignants dans les régions éloignées et le manque de programmes de formation professionnelle de bonne qualité dans les centres de formation des jeunes. La situation est particulièrement grave dans les sites d'extraction de l'or, où il n'y a pas d'écoles et où la distance qui sépare les écoles est trop grande pour que les enfants puissent les fréquenter.

L'analyse a révélé les différences suivantes entre les garçons et les filles concernant le travail des enfants :

- Le nombre de garçons qui travaillent est plus élevé que celui des filles.
- Les garçons sont plus libres de prendre des décisions concernant le travail des enfants que les filles.
- Les garçons actifs sont plus mobiles que les filles actives.
- La plupart des filles qui travaillent sont remises aux employeurs par leurs parents.
- Les filles sont plus susceptibles d'être employées comme domestiques que les garçons.
- Les filles sont moins bien payées que les garçons.
- L'agriculture emploie plus de garçons que de filles.
- L'orpaillage emploie aussi bien les garçons que les filles.
- Les filles qui travaillent sont plus exposées aux abus sexuels que les garçons.

Bien que le gouvernement malien ait adopté des lois et soit signataire de conventions internationales concernant le travail des enfants et l'emploi d'enfants dans des activités économiques au détriment de leur développement normal, il y a peu d'engagement ou de capacité à mettre en œuvre et à appliquer ces lois. Cependant, la ratification de traités et l'adoption de lois ne suffisent pas à protéger les filles et les garçons contre les pires formes de travail, et les lacunes en matière de protection se situent principalement au niveau de la communauté et des systèmes éducatif, sécuritaire et judiciaire.

Facteurs de protection

Face aux facteurs généraux et sexospécifiques du travail des enfants observés dans les zones d'intervention du programme WNCB lors des entretiens sur le terrain, presque tous les adultes interrogés étaient disposés à comprendre les conditions des enfants sur le lieu de travail. Plusieurs des mères interrogées étaient favorables à l'augmentation de l'âge du mariage pour les filles. De nombreux parents estiment que tous les enfants devraient aller à l'école pour apprendre à lire et à écrire, pour leur bien-être futur dans la société. Les enfants, garçons et filles, interrogés pensent que l'école est une grande chance pour eux et leurs parents. En outre, les organisations locales sont prêtes à s'engager dans la lutte contre le travail des jeunes enfants dans les communautés.

Les facteurs de protection de l'enfance au travail sont les suivants :

- L'existence d'un ensemble de textes administratifs et juridiques favorables à la protection de l'enfance, à la promotion du genre et à la lutte contre la VBG
- Des services publics et privés qui peuvent être mobilisés pour la protection de l'enfance au travail
- Des organisations locales dont la protection de l'enfant est une vision clé du développement.

Une coalition d'organisations de la société civile malienne contribue à la promotion et à la défense des droits de l'enfant. Il existe également des organisations de lutte contre la VBG et de promotion de l'égalité des sexes qui ont des antennes dans diverses localités, ainsi que des mécanismes endogènes de protection de l'enfance dans les localités. Les organisations d'enfants et de jeunes s'engagent à protéger les enfants.

Le rapport conclut que les communautés elles-mêmes doivent s'approprier les solutions au phénomène du travail des enfants pour parvenir à un changement effectif des pratiques, ce qui nécessitera une assistance technique, matérielle et financière.





Ies van Bussel

Principaux résultats en Ouganda

Facteurs de risque

Plusieurs facteurs sont à l'origine du travail des enfants dans les districts du programme, et la plupart de ces facteurs sont fortement influencés par le sexe.

Principaux facteurs du travail des enfants :

- Pauvreté
- Accès limité aux établissements d'enseignement
- Application inadéquate des lois et des politiques sur le travail des enfants
- Maladie chronique des parents

Causes sous-jacentes du travail des enfants :

- Normes de genre qui accordent aux femmes et aux filles un statut inférieur dans la société
- Négligence envers les enfants
- Mariage précoce

La privation économique au niveau des ménages, exacerbée par la pauvreté, est apparue comme le principal facteur du travail des enfants, tant pour les filles que pour les garçons. Ainsi, les enfants issus de ménages pauvres sont plus vulnérables au travail des enfants que leurs homologues issus de familles plus prospères, car ils doivent travailler pour compléter les revenus de leurs parents afin de subvenir aux besoins fondamentaux de la famille.

Bien que l'Ouganda ait fait de grands progrès dans la promotion de l'égalité des sexes et que certaines avancées vers l'autonomisation des femmes aient déjà été réalisées à la suite de campagnes soutenues de sensibilisation à l'égalité des sexes mises en œuvre par l'État et les acteurs non étatiques dans tout le pays,



il existe encore des variations entre les différentes régions du pays. Les conclusions de l'étude montrent que des résultats limités ont été enregistrés en matière d'égalité des sexes dans les zones du programme. Les femmes et les fillettes se voient toujours accorder un statut inférieur dans la communauté par rapport à leurs homologues masculins.

Le système patriarcal est encore fort dans les districts du projet et est renforcé par une myriade de perceptions socioculturelles, de normes traditionnelles, de croyances et de coutumes. Le système patriarcal stipule que l'homme est le chef de famille et accorde aux hommes et aux garçons un statut supérieur à celui des femmes et des filles au sein du foyer et de la communauté, favorisant ainsi la subordination du sexe féminin au sexe masculin dans tous les aspects de la vie. Ainsi, dans toutes les communautés du programme WNCB, la domination masculine est une cause structurelle importante du travail des enfants. Les filles dans les districts du projet sont impliquées dans tous les rôles reproductifs exercés par leurs mères. La journée des filles est donc beaucoup plus longue et leur charge de travail plus lourde que celle des garçons car, en plus des travaux domestiques, elles doivent aussi travailler pour gagner de l'argent afin de compléter le revenu de la mère.

Facteurs de protection

Ces dernières années, le gouvernement ougandais a déployé des efforts concertés pour créer un cadre politique et juridique propice à la protection de l'enfance contre le travail des enfants. Le pays a mis en place les lois et les politiques nécessaires à l'élimination du travail des enfants. Cependant, le travail des enfants est toujours répandu en raison de l'application inadéquate des politiques et des lois.

De plus, à l'adolescence, l'éducation parentale est l'un des facteurs de protection les plus puissants et l'un des ingrédients du développement normal. Les soins parentaux sont liés à une diminution de la phobie sociale et de l'abus d'alcool ; les parents qui communiquent avec leurs enfants adolescents et suivent leurs activités protègent également leur santé mentale. Le rapport ACPF 2020 affirme que le désengagement précoce des parents ou des aidants, ou l'autonomie prématurée, est associé à des niveaux élevés de risques sanitaires et comportementaux liés à un mauvais bien-être. Par conséquent, le fait d'offrir aux aidants un soutien qui leur permette de faire face à ces risques dans leur propre vie peut également favoriser l'adoption d'habitudes saines en matière de santé mentale chez les adolescents. Il convient de mettre l'accent sur les méthodes parentales positives, notamment pour les parents Karamojong. Selon le rapport 2021 de l'UNICEF, dans divers contextes

culturels, les relations chaleureuses entre les aidants et les enfants peuvent avoir des effets positifs, notamment une meilleure estime de soi, une réduction du stress, une meilleure santé mentale et une diminution des problèmes psychologiques et comportementaux. Les programmes qui fournissent des informations et un soutien aux parents et aux personnes qui s'occupent des adolescents peuvent améliorer les résultats des adolescents. Les programmes efficaces permettent aux parents et aux aidants de mieux comprendre le développement de la petite et de la grande adolescence, ainsi que le développement sexuel, d'améliorer leur attitude à l'égard de la parentalité et de leur donner l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences et stratégies parentales.

L'UNICEF conseille que les programmes efficaces destinés aux parents et aux aidants présentent les caractéristiques suivantes :

- S'appuyer sur les points forts des adolescents
- Sensible à la dimension de genre
- Intégrer la participation des adolescents
- Tenir compte des différences de capacités
- basées sur des preuves

Le contenu des programmes efficaces doit être axé sur la chaleur, l'amour et l'affection, le développement de l'adolescent, la communication respectueuse, la discipline positive, les environnements sûrs, la satisfaction des besoins fondamentaux et la santé mentale des aidants et des parents. Cela peut se faire par le biais des 2018 Ministry of Gender Labour and Social Development (MoGLSD) Lignes directrices sur le rôle parental. Le programme WNCB doit travailler en étroite collaboration avec le MoGLSD pour comprendre les directives dans le contexte des districts du programme. Moyennant des ajustements culturels et contextuels, les lignes directrices peuvent être traduites dans les langues locales et être diffusées dans les districts du programme. Les partenaires du WNCB peuvent également soutenir le ministère dans ses efforts pour développer une politique d'accompagnement.

Le programme WNCB doit également renforcer les activités visant à lutter contre les pratiques traditionnelles néfastes dans les communautés, en particulier le mariage des enfants, les MGF et les croyances et traditions en matière d'héritage. Il est important que le programme WNCB s'appuie sur les aspects culturels positifs de l'éducation des enfants en Afrique et qu'il engage davantage les leaders culturels et religieux comme points d'entrée essentiels dans la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes. Ceci est d'une importance cruciale car la lutte contre les pratiques traditionnelles préjudiciables nécessite des changements dans les normes sociales, les rôles de genre et les relations de pouvoir qui perpétuent ces pratiques.





Principaux résultats en Jordanie

Facteurs de risque

La pauvreté et l'augmentation des taux d'abandon scolaire, combinées à un afflux d'enfants réfugiés syriens, ont entraîné un triplement des taux de travail des enfants entre 2006 et 2016. De nombreux enfants réfugiés syriens ne sont pas scolarisés car ils sont les seuls soutiens de famille et doivent travailler dans le secteur formel ou informel. Dans les deux zones cibles, de nombreux ménages envoient leurs enfants travailler, les privant ainsi d'éducation, afin d'obtenir les revenus dont ils ont tant besoin.

Les ménages comptent sur les garçons pour gagner plus de revenus que les filles dans l'industrie, tandis que les filles font plus de travail domestique non rémunéré et de travail agricole faiblement rémunéré, en particulier les enfants réfugiés syriens âgés de 9 à 13 ans. Les filles sont les plus exposées dans le secteur agricole. Le travail des enfants dans l'agriculture au sein des familles de réfugiés syriens est très répandu et concerne principalement les jeunes filles.

Les écarts entre les sexes sont le résultat de déséquilibres de pouvoir profondément ancrés entre les hommes et les femmes, qui se reflètent également dans les lois, les règlements et les normes sociales de la Jordanie. Malgré quelques améliorations récentes, l'accès et le contrôle des femmes sur les ressources restent limités par une combinaison de lois discriminatoires et de normes sociales, ces dernières restreignant souvent les droits prévus par la loi. **Le travail domestique n'est toujours pas une priorité gouvernementale ou non gouvernementale, ni à leur ordre du jour, car il est considéré comme une pratique normale et traditionnelle en Jordanie et dans la région arabe.** L'absence de permis de travail pour les réfugiés syriens en dehors du camp empêche les parents de trouver de meilleurs emplois, d'améliorer leur situation financière et d'acquérir davantage de compétences professionnelles.



En raison de l'inégalité des charges de travail fondée sur les rôles sexués, les femmes assument une part beaucoup plus importante des tâches ménagères que les hommes. Le manque de contribution des hommes aux tâches ménagères quotidiennes exacerbe la charge mentale et physique des femmes.

La domination masculine et les relations de pouvoir inégales au sein du foyer ont un impact important sur l'encouragement des enfants à accéder à l'éducation ou sur le risque qu'ils abandonnent l'école, ce qui les conduit au travail des enfants ou au mariage précoce. La plupart des filles d'Amman-Est sont encouragées par leurs frères à rester à l'école au lieu de travailler car ils pensent que c'est le moyen de préserver la réputation et l'honneur de leurs sœurs. Ils considèrent également que les filles qui travaillent seront exposées à des inconnus, aux abus et au harcèlement, autant d'éléments qui compromettent la réputation de la famille. Les rôles reproductifs/domestiques sont obligatoires pour les femmes dans les deux zones, indépendamment de leur travail rémunéré ou de leur accès à l'éducation.

La théorie du contrôle personnel prédit que les femmes ont un sentiment de contrôle plus faible que les hommes, mais les preuves sont équivoques. Les mères jouent un rôle caché dans la protection de leurs enfants en trouvant des moyens alternatifs pour améliorer le niveau de revenu familial et peuvent ainsi éviter que leurs enfants ne perdent leur droit à l'éducation. Le pourcentage d'hommes abandonnant l'école pour cause d'emploi est plus élevé que celui des femmes, tandis que les raisons pour lesquelles les filles abandonnent l'école sont principalement liées au mariage précoce.

La violence basée sur le genre, comme la violence domestique, a pu être exacerbée en raison des tensions accrues au sein du foyer en réponse à la durée de la période de confinement et au stress et à l'anxiété de l'épidémie de COVID-19. Les filles sont moins exposées à la violence physique ou verbale au sein des ménages à Amman Est, mais parmi les filles qui travaillent dans le secteur agricole dans les régions d'Amman Est et d'Al-Mafraq, le pourcentage est en augmentation.

Le manque d'accès à l'éducation ou l'abandon scolaire sont liés à :

- Engagement dans le travail des enfants
- Mariage précoce
- Faible niveau d'instruction
- Mauvaise qualité de l'éducation
- VBG dans les écoles pour garçons
- Aucun suivi des étudiants masculins par leurs enseignants
- Aucun suivi des cas d'abandon par les administrateurs scolaires
- Des pères peu compréhensifs à Amman-Est
- Pourcentage élevé de mères analphabètes dans les deux zones.

Des agriculteurs et des entreprises jordaniens exploitent des enfants syriens : 46 % des garçons et 14 % des filles réfugiés syriens, âgés de 14 ans et plus, travaillent plus de 44 heures par semaine. Il existe un manque général de connaissances sur les droits des travailleurs et les politiques de protection de l'enfance. Les enfants travaillent pendant de longues heures pour des salaires très bas et dans des environnements peu sûrs, sans compter qu'ils n'ont pas accès aux transports.

Facteurs de protection

L'islam protège les filles du travail dès leur plus jeune âge et ne force pas les garçons à travailler. Au contraire, ses enseignements encouragent l'éducation et le travail uniquement lorsque les circonstances sont urgentes, tout en les empêchant de faire des travaux qui pourraient les exposer à des dommages physiques et psychologiques. L'enseignement est obligatoire en Jordanie et gratuit pour les Jordaniens et les Syriens. Les femmes interrogées estiment qu'il est injuste de devoir abandonner l'école parce qu'elles doivent travailler. Si les garçons choisissent d'abandonner l'école parce qu'ils doivent travailler ou choisissent de le faire, cela ne devrait pas être un obstacle à l'achèvement de l'éducation des filles. 70 % des filles d'Amman-Est souhaitent obtenir un diplôme universitaire, choisir la carrière qu'elles souhaitent et s'installer dans un endroit meilleur.

Le fait que les garçons jouent des rôles non traditionnels au sein du foyer et aident les mères et les femmes dans les travaux domestiques n'affecte pas leur éducation et n'est pas une raison pour laquelle ils abandonnent l'école ; cela peut plutôt être considéré comme un facteur de protection en termes d'encouragement de l'accès à l'éducation des deux sexes.

Les organisations qui donnent la priorité aux concepts d'égalité des sexes, aux approches fondées sur l'être humain et aux droits de l'enfant peuvent réussir à modifier les comportements et les pratiques des parents et des enfants, de sorte que les parents encouragent leurs enfants des deux sexes à accéder à l'éducation, brisent les stéréotypes concernant les rôles traditionnels des sexes et améliorent leur connaissance des lois et des politiques relatives à la protection de l'enfance au sein du foyer et sur le lieu de travail.





Eline Wijnen

Principaux résultats en Inde

Le travail des enfants se déroule bien au-delà du cadre de l'emploi formel et organisé. Alors que les interventions contre le travail des enfants se concentrent sur les lieux de travail tels que les usines, une part importante de la participation des enfants à des activités génératrices de revenus et à d'autres formes de travail est centrée sur le foyer, où ils aident leurs parents à effectuer de petits travaux et, dans le cas des filles, participent dès leur jeune âge aux travaux domestiques de leur propre famille. Ces espaces se situent en dehors du champ des conditions de travail des enfants qui sont faciles à cartographier et contre lesquelles il existe des dispositions législatives claires, ce qui rend les enfants engagés dans ces formes de travail plus vulnérables aux risques et aux dommages potentiels sous la forme d'une exposition à la fumée dans les cuisines et à l'épuisement corporel tout en gérant la scolarité parallèlement à ce travail.

Les normes relatives au genre et à la caste sont au cœur de la manière dont les résultats du travail sont façonnés dans les districts de Delhi, du Bihar et du Rajasthan. La participation des enfants à la main-d'œuvre découle fortement des rôles de travail qui leur sont attribués par ces normes :

- Les garçons ont tendance à participer davantage que les filles à des formes dangereuses de travail à l'extérieur de leur foyer
- Les filles participent beaucoup plus au travail domestique

Les enfants appartenant aux castes répertoriées (Dalits) et aux tribus répertoriées (Adivasis) sont plus exposés au risque de participer à des formes de travail dangereuses, comme le travail dans des fours à briques ou le travail agricole dans des conditions proches de la servitude pour dettes

Le rôle joué par le genre et la caste pour faciliter la participation des enfants aux travaux dangereux et aux pires formes de travail des enfants est facilement discernable.

Cependant, les enseignants, les activistes sociaux et les acteurs gouvernementaux ont tendance à signaler que les hiérarchies de genre et de caste ont diminué de manière significative et que l'« égalité » a été atteinte en termes d'accès à l'éducation et aux autres ressources. Les initiatives de lutte contre le travail des enfants ne prennent pas en compte ces conditions sociologiques dans une optique intersectionnelle, et les facteurs de risque de la participation des enfants au travail sont souvent assimilés à la nécessité économique et à la privation.

Les interventions contre le travail des enfants donnent la priorité à la participation des enfants à la scolarité, mais elles ne tiennent pas compte de la proportion importante d'enfants qui travaillent tout en étant inscrits à l'école ou même en y allant régulièrement. L'écart important entre les sexes créé ici par la participation des filles aux travaux ménagers corrobore l'argument selon lequel **l'examen de la participation des enfants à la scolarité est une mesure inadéquate des risques liés au travail des enfants.**

De même, si l'importance de l'éducation des filles est soulignée par la plupart des parties prenantes dans les trois États, l'accent est peu mis sur les perspectives d'emploi futures des filles. Au contraire, la préparation au mariage et les « devoirs » associés au fait d'être une bonne épouse et une bonne mère jouent un rôle important dans la socialisation qui les pousse à travailler dans leur propre maison dès leur plus jeune âge.



Les enfants s'engagent souvent dans le travail en aidant leurs parents dans leur travail, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer. Il s'agit là d'un terreau potentiel pour la perpétuation des hiérarchies économiques liées à la caste, où les principales formes de développement des compétences auxquelles les enfants ont accès sont généralement limitées à celles de leurs parents. Le désengagement des enfants vis-à-vis d'autres formes d'acquisition de compétences, associé à la nécessité économique et aux contextes familiaux, les pousse vers ces formes de travail d'une manière qui perpétue le cycle de la pauvreté et les empêche d'accéder à la mobilité économique et sociale.

La vie des enfants à risque est soumise à des facteurs de risque clés qui sont par nature spécifiques à la région. À Rajasthan, l'alcoolisme et la toxicomanie sont répandus chez les adolescents dès leur plus jeune âge, et l'on peut observer la création d'un cycle de pauvreté en raison de la participation des enfants à des petits boulots, parfois en cachant leur travail à leurs parents, pour dépenser ces substances. Dans le Champaran occidental (Bihar), les enfants et les familles des castes marginalisées sont privés des services publics, de l'industrie et des interventions gouvernementales, ce qui entraîne des privations économiques massives. **Il existe une interaction complexe entre la caste, la classe et d'autres dynamiques du pouvoir structurel qui perpétue ces facteurs de risque.**

En ce qui concerne la scolarisation, les interventions contre le travail des enfants mettent l'accent sur les taux de scolarisation et d'assiduité des enfants. Les préoccupations concernant la qualité de l'éducation et des infrastructures dans les écoles publiques, les risques associés au fait que les enfants travaillent tout en allant à l'école, ainsi que l'identification et la cartographie des enfants qui sont complètement exclus des systèmes d'éducation formelle ne reçoivent pas la même attention.

Alors que certaines parties prenantes considèrent le faible niveau d'alphabétisation des parents comme un facteur précipitant l'abandon de l'école par les enfants, les parents de plusieurs districts expriment des doutes sur la qualité de l'éducation et l'accessibilité des écoles publiques et craignent donc que leurs enfants ne puissent pas accéder à un emploi décent à la fin de leur scolarité. C'est souvent un facteur qui incite les enfants à suivre des cours privés alors qu'ils sont issus de familles en situation de privation économique, ou les parents qui cherchent à doter leurs enfants de compétences professionnelles alternatives en participant à des programmes de formation ou à des formes familiales de travail.

Les enfants fréquentant les écoles publiques ont subi des pertes d'apprentissage à grande échelle lors des confinements provoqués par le COVID-19. Certains districts signalent l'absence totale de cours en ligne, tandis que les enfants et les parents d'autres districts décrivent que les classes en ligne ont été inefficaces et difficiles à suivre en termes d'accès aux ressources technologiques. Une fracture numérique entre les sexes est évidente dans la plupart des familles, où une majorité écrasante de filles n'a pas accès à des téléphones portables personnels qu'elles pourraient utiliser pour participer à l'apprentissage en ligne. Cette période de perte d'apprentissage et d'autres crises économiques induites par la pandémie ont poussé un nombre important d'enfants à travailler pendant cette période.

La mise en œuvre des lois contre le travail des enfants et les systèmes d'aide sociale qui ciblent certaines de ses causes profondes fonctionnent de manière inadéquate. Dans tous les districts, les familles indiquent qu'elles ne reçoivent pas les prestations auxquelles elles ont droit, et la sensibilisation aux dispositions législatives visant à préserver le bien-être des enfants semble extrêmement faible. Les programmes de protection de l'enfance et de lutte contre le travail des enfants, qui existent sur le papier, ne sont pas mis en œuvre au niveau local dans la plupart des districts.

Il y a un manque de coordination entre les panchayats et les gouvernements. Alors que les membres des panchayats ne connaissent pas les dispositions légales et les programmes de lutte contre le travail des enfants qui sont en vigueur dans leurs circonscriptions, les responsables gouvernementaux accordent la responsabilité des interventions liées aux normes communautaires uniquement aux membres des panchayats. Le manque d'interface et de collaboration entre ces organismes gouvernementaux crée des obstacles à la création de systèmes de protection de l'enfance bien intégrés, efficaces et efficaces au niveau du district.

Les interventions contre le travail des enfants se concentrent sur le sauvetage et la réadaptation des enfants qui travaillent déjà. **La résolution a posteriori des cas où l'on constate que des enfants travaillent ne permet pas de se concentrer sur les facteurs qui précipitent les enfants dans le travail en premier lieu.** Dans de nombreux districts, on trouve des témoignages d'enfants qui ont été sauvés et réhabilités mais qui sont retombés dans la vie active. Cela montre qu'il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes de ces risques.





Principaux résultats au Vietnam

La protection des enfants impliqués dans le travail des enfants ou exposés au risque de travail nuisible ne peut être réalisée par les efforts d'un seul individu, d'une seule organisation ou d'un seul secteur, mais nécessite la mise en commun des connaissances, des compétences, des ressources et la résolution conjointe des problèmes entre la communauté locale, les prestataires de services et les acteurs internationaux et nationaux. Une coopération et une coordination intersectorielles impliquant les secteurs de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, ainsi que les autorités chargées de l'application de la loi, sont requises lorsque cela est possible et approprié, afin que les acteurs puissent se réunir pour concevoir et mettre en œuvre des approches de programmation holistiques et multisectorielles. Il est également essentiel de s'attaquer aux inégalités entre les sexes, et en particulier aux normes sociales et de genre qui contribuent aux inégalités entre les sexes et à leurs liens avec le travail des enfants. Bien que le gouvernement vietnamien ait déployé des efforts soutenus et délibérés pour encourager le changement, par exemple en ratifiant les principales conventions, en modifiant les lois (telles que le Code du travail) et en élaborant de nouvelles lois, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes, les résultats de cette analyse

montrent que les normes sexospécifiques néfastes sont encore répandues et conduisent à la ségrégation et à la socialisation de rôles et de responsabilités spécifiques attribués aux filles, aux garçons, aux femmes et aux hommes - ce qui se reflète dans l'engagement des enfants dans le travail des enfants, y compris ses pires formes.

Pour faire face à la réalité multidimensionnelle des inégalités de genre et du travail des enfants, l'équipe de l'Alliance, le MOLISA et leurs partenaires doivent adopter une approche globale et cohérente, intégrant la protection de l'enfance aux activités de subsistance, à une éducation de qualité et à des mesures de protection sociale, ainsi qu'à des efforts plus larges pour changer les normes sociales et de genre qui conduisent aux inégalités de genre. Les facteurs de risque et de protection qui conduisent au travail des enfants ne peuvent être considérés comme distincts des facteurs qui alimentent les inégalités entre les sexes. Ainsi, le programme WNCB et toute initiative future doivent combiner des approches visant à traiter et à prévenir le travail des enfants, telles que des activités de sensibilisation, l'accès à une éducation formelle et non formelle efficace, et la gestion de cas, avec des approches des approches qui visent à s'attaquer aux



inégalités entre les sexes qui conduisent les filles et les garçons à accepter des types de travail spécifiques, ainsi qu'à celles qui entraînent et renforcent les inégalités structurelles et systémiques entre les sexes, telles que les normes de genre, les attentes et les rôles sociaux sexués, et l'accès inégal à la protection sociale.

Le gouvernement vietnamien et les parties prenantes concernées, comme l'UNICEF, peuvent profiter de la révision prochaine de la loi sur l'égalité des sexes, de la loi sur la prévention et le contrôle de la violence domestique, de la loi foncière, de la loi sur le mariage et la famille et de la loi sur l'assurance sociale pour s'attaquer aux lacunes en matière d'égalité des sexes et aux domaines à réformer. Il s'agit notamment de renforcer l'intégration de la dimension de genre dans les lois, d'introduire des mesures et des mécanismes de coordination pour lutter contre toutes les formes de violence et de discrimination fondées sur le genre, y compris de nouveaux forums en ligne, de reconnaître et d'éliminer les pratiques néfastes liées au genre, d'améliorer la collecte de données administratives sur la violence à l'égard des femmes, et l'élargissement de la définition de l'égalité des sexes au-delà des formes binaires et en tenant compte de l'intersectionnalité.

Il est essentiel que la protection sociale soit universelle. **Selon les participants aux groupes de discussion, les informateurs clés et les conclusions de l'analyse documentaire, la plupart des enfants qui travaillent le font parce que leur famille dépend de leur salaire, de leur production ou de leur travail domestique (y compris non rémunéré, souvent par les filles) pour joindre les deux bouts.** Les chocs économiques au sein du ménage et la perte d'un parent ou d'un aidant peuvent augmenter les chances qu'un enfant aille travailler. La pandémie de COVID-19 a encore aggravé la pauvreté des enfants et a renforcé l'impératif des politiques du marché du travail pour accélérer les transitions de l'économie informelle vers l'économie formelle et, en fin de compte, vers un travail décent. Les allocations universelles pour enfants pourraient être positionnées dans le cadre de politiques sociales plus larges et soutenues par celles-ci, où l'argent et les services améliorent le bien-être des enfants - dans les aspects liés à l'éducation, à la santé, à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement et à la protection contre la violence -, autant d'éléments qui conduisent à un bon développement du capital humain. Il est également important de prendre des mesures pour lutter contre la dépendance des microentreprises, en particulier des petites exploitations et entreprises familiales, à l'égard du travail des enfants. Un régime de protection sociale efficace pour les enfants implique une combinaison de prestations d'assurance sociale. Les éléments des systèmes globaux qui bénéficient aux enfants comprennent la protection contre le chômage, les pensions de vieillesse, les prestations de maternité/

de congé parental, les congés de maladie et les prestations d'invalidité. Tous ces éléments réduisent les chances que les familles recourent à des mécanismes d'adaptation négatifs, notamment le travail des enfants, pour faire face aux chocs.

Malgré les preuves de plus en plus nombreuses qui démontrent les liens positifs entre la participation des femmes et les performances des entreprises, le Vietnam a encore un long chemin à parcourir pour parvenir à une véritable égalité entre les sexes sur le lieu de travail, en particulier lorsqu'il s'agit de postes de direction. Ce préjugé est clairement lié aux stéréotypes de genre où les hommes et les femmes se voient attribuer des rôles et des responsabilités.

Ce point met en évidence le rôle des entreprises. La discrimination entre les hommes et les femmes au Vietnam a des racines sociales profondes, qui ne peuvent être éliminées simplement par des lois, des politiques ou toute autre mesure spécifique. Dans ce processus, le rôle des entreprises et des organisations de travailleurs est crucial. En outre, la prévention du travail des enfants et de la ségrégation du travail entre les femmes et les hommes nécessite d'intégrer le travail des enfants et les considérations de genre dans la conception et la mise en œuvre des régimes de prestations sociales, ainsi que d'autres dimensions de la marginalité. Étant donné que la nécessité de s'attaquer au travail des enfants recoupe le mandat de nombreux ministères, chaque ministère doit déterminer comment ses politiques et programmes peuvent être développés afin de soutenir les efforts visant à éliminer le travail des enfants et ses liens avec l'inégalité entre les sexes. Par exemple, les cadres institutionnels, politiques et juridiques pourraient être renforcés pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité des filles et des garçons.

En conclusion, le rapport souligne l'intérêt d'utiliser des mesures simples mais efficaces qui amélioreront les interventions au niveau structurel, communautaire et individuel (à la fois orientées vers la réponse et la prévention) et qui peuvent être suivies et évaluées dans le temps. L'identification et la compréhension des facteurs de protection, parallèlement aux facteurs de risque, déboucheront sur des interventions axées sur le renforcement des forces à tous les niveaux du cadre socio-écologique, de manière multisectorielle et multifacette. Ce travail soutiendra l'Alliance, MOLISA et leurs partenaires dans leurs efforts pour protéger les enfants en favorisant leur développement sain et leur bien-être. C'est grâce à l'engagement ferme de tous les acteurs à développer des politiques pertinentes et des stratégies efficaces pour traiter les facteurs à l'origine des inégalités entre les sexes et leurs liens avec le travail des enfants que l'on parviendra à réduire et à prévenir le travail des enfants au Vietnam.



4

Recommandations

- >> Recommandations pour le Mali
- >> Recommandations pour l'Ouganda
- >> Recommandations pour la Jordanie
- >> Recommandations pour l'Inde
- >> Recommandations pour le Vietnam
- >> Remarques finales



4 Recommandations

Les recommandations sont fondées sur l'analyse des résultats de l'analyse documentaire et des données primaires issues des entretiens avec les informateurs clés et des discussions de groupe, et constituent la dernière partie de ce rapport.

Les recommandations sont présentées en réponse à la deuxième question de recherche :

Que peut améliorer le programme WNCB pour s'attaquer aux facteurs de risque du travail des enfants et promouvoir les facteurs de protection pour les garçons et les filles au sein des groupes et secteurs cibles du programme (éducation et emploi) ?

Recommandations pour le Mali



RÉSULTAT 1

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.

RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE du travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION du travail des enfants pour les garçons et les filles
Le programme WNCB développe des activités de soutien scolaire pour les enfants des localités sur la sensibilisation au travail des enfants	<ul style="list-style-type: none"> - La vulnérabilité des enfants à l'influence négative des adultes ou des parents 	<ul style="list-style-type: none"> - Les compétences des enfants en matière de conditions de travail seront renforcées - Les enfants apprendront à s'organiser et à lutter contre les abus dont sont victimes les enfants travailleurs - Les parents apprendront comment améliorer les conditions de travail de leurs enfants - Les parents apprendront à s'organiser et à lutter contre les abus dont sont victimes les enfants travailleurs
<p>Le programme WNCB travaille conjointement avec les parties prenantes des écoles de la communauté pour améliorer l'accès, la qualité et l'égalité des sexes dans les écoles</p> <p>Le programme WNCB travaille avec des organisations locales pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des organisations locales au sein des communautés et des villages sur les questions relatives au travail des enfants - Donner la priorité aux solutions locales pour l'abandon du travail des enfants <p>Le WNCB soutient les centres de formation professionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manquement des acteurs communautaires à leurs devoirs à l'école - Une attention insuffisante aux besoins de formation professionnelle des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Les questions de genre seront intégrées systématiquement dans l'analyse de la situation de la politique communautaire - Les communautés apprendront les unes des autres sur la question de l'abandon du travail des enfants - Les enfants recevront une formation pour un futur emploi décent

Commencer à faire



Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Le programme WNCB collabore avec des organisations faitières nationales et des organisations socioprofessionnelles pour : - Créer un réseau influent d'organisations nationales sur la question du retrait des enfants du travail - Accompagner ce réseau influent dans la prise de mesures appropriées pour l'abandon du travail des enfants	- Les organisations faitières nationales n'ont pas la capacité d'exercer une influence	- Un réseau plus fort faisant pression pour les droits de l'enfant



RÉSULTAT 2

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Le programme WNCB invite les acteurs étatiques à assumer leurs rôles et leurs responsabilités grâce à des sessions de plaidoyer réussies	- - Manque d'application des engagements du gouvernement à mettre en œuvre la législation pour les enfants	



RÉSULTAT 3

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Le programme WNCB s'engage avec les acteurs du secteur privé à trouver des solutions pour améliorer les conditions de travail des enfants.	- L'informalité croissante du secteur privé - Les enfants qui travaillent constituent le pilier du secteur privé informel	- Les conditions des enfants travailleurs s'amélioreront



RÉSULTAT 4

Le gouvernement de l'UE/des Pays-Bas ainsi que les organisations internationales agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et remplissent leur obligation de en mettant en place et en renforçant des politiques et des lois de diligence raisonnable.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Le programme WNCB rapporte des preuves sur les conditions dans lesquelles les enfants travaillent	- Décalage entre les actions prises et les besoins des enfants	- La sensibilisation internationale de la situation du travail des enfants au Mali sera renforcée



Recommandations pour l'Ouganda



RÉSULTAT 1

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.

Commencez à faire

RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE du travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION du travail des enfants pour les garçons et les filles
<p>Le programme WCNB devrait consacrer plus d'efforts et de ressources à l'autonomisation stratégique des hommes afin de déconstruire les traits d'identité masculins chez les hommes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer des stratégies d'engagement masculin dans le programme WCNB - Organiser des dialogues communautaires avec les hommes pour les sensibiliser aux droits des femmes et des filles et à leur rôle dans la famille 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système patriarcal est encore fort dans les zones du programme - Impact négatif des attitudes masculines sur le bien-être de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> - La promotion d'un changement d'attitude positif à l'égard du statut inférieur des femmes et des filles à la maison et dans la communauté améliorera le bien-être de la famille
<p>Impliquer davantage les hommes dans l'approvisionnement de la famille en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Menant des dialogues communautaires sur les avantages du partage des rôles entre les hommes et les femmes dans la famille - Identifiant d'autres sources de revenus pour Les hommes afin de diversifier les moyens de subsistance. 	<ul style="list-style-type: none"> - La pauvreté et les privations économiques au niveau des ménages sont un facteur important du travail des enfants, tant pour les garçons que pour les filles - L'absence des hommes du foyer pendant de longues périodes fait peser sur les femmes la lourde charge de subvenir aux besoins de la famille et de gérer les affaires du foyer - Les sources de revenus alternatives doivent être compatibles avec le mode de vie de la population du programme - Le système patriarcal est encore fort dans les zones du programme - Impact négatif des attitudes masculines sur le bien-être de la famille 	<ul style="list-style-type: none"> - La réduction de la pauvreté et du dénuement économique au niveau des ménages contribuera à réduire l'incidence du travail des enfants, tant pour les garçons que pour les filles - La promotion d'un changement d'attitude positif à l'égard du statut inférieur des femmes et des filles à la maison et dans la communauté améliorera le bien-être de la famille
<p>WNCB pour intégrer le planning familial dans le programme en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Menant une sensibilisation de masse sur l'importance du planning familial - Plaidant et en faisant pression pour une plus grande disponibilité et accessibilité d'une gamme de méthodes de planning familial - Ciblant spécifiquement les hommes pour les sensibiliser au planning familial afin de développer des attitudes positives envers l'espacement des naissances et la réduction du nombre d'enfants <p>Le programme WCNB devrait collaborer avec les dirigeants du district et du sous-comté et d'autres parties prenantes concernées pour développer des technologies appropriées pour certaines tâches ménagères, comme aller chercher de l'eau, afin de réduire la charge de travail des filles et des femmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les parties prenantes avec lesquelles les partenaires du WCNB peuvent travailler pour développer des technologies appropriées pour la collecte de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de natalité élevé est un moteur du travail des enfants car il y a beaucoup de bouches à nourrir - Grossesse précoce des adolescentes et Mariage précoce des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - La réduction du taux de natalité réduira le besoin de travail des enfants - Réduction de la charge de travail et du temps consacré à la collecte de l'eau par les femmes et les filles - Les femmes disposent de plus de temps et d'énergie pour d'autres activités productives - Les filles ont plus de temps pour aller à l'école et participer à davantage d'activités scolaires



	<p>Le programme WNCB doit mener une solide campagne de sensibilisation communautaire afin de changer les attitudes et les comportements des gens vis-à-vis des normes sociales négatives.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des modes de communication plus innovants pourraient être adoptés, tels que le divertissement éducatif 	<ul style="list-style-type: none"> - Les mariages précoces et la dot maintiennent les femmes et les filles dans une position de subordination - Ces pratiques constituent des obstacles majeurs à l'éducation des filles dans les districts du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Une campagne de sensibilisation efficace peut entraîner un changement d'attitude et de comportement
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Faites différemment</p>	<p>RECOMMANDATION</p>	<p>Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles</p>	<p>Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles</p>
	<p>Le programme WNCB devrait s'efforcer de créer des relations plus équitables entre les sexes au niveau des ménages en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaillant avec les chefs des sous-comtés afin d'organiser des sessions communautaires pour discuter des questions de genre, du travail des enfants et de leur impact sur le développement - Organisant des séminaires de couples pour les conjoints - Identifiant et formant des agents de changement communautaires (hommes et femmes) ou en travaillant avec des mentors existants pour apporter un soutien pratique aux membres du foyer en matière de planification conjointe - Facilitant les agents de changement à suivre la mise en œuvre des plans conjoints des ménages, à documenter les réussites et à reconnaître publiquement les ménages qui ont fait des progrès - Travaillant avec les institutions religieuses et culturelles pour sensibiliser les membres de la communauté aux avantages des familles sans violence - En utilisant le SASA ! Méthodologie pour le plaidoyer communautaire contre la violence familiale. 		<ul style="list-style-type: none"> - La prise de décision conjointe des conjoints sera facilitée - Une répartition plus équitable de la charge de travail entre le mari et la femme, les garçons et les filles, au sein du ménage - Un meilleur accès aux ressources économiques et des avantages pour les femmes et les filles





RÉSULTAT 2

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.

	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
Commencez à faire	<p>Le WNCB doit promouvoir une parentalité positive chez les adolescents en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaillant en étroite collaboration avec le ministère du Genre, du Travail et du Développement social. Le ministère a élaboré des lignes directrices sur la parentalité en 2018 - celles-ci peuvent être étudiées et ajustées dans le contexte des districts du programme. Les lignes directrices peuvent être traduites dans les langues locales pour faciliter leur adoption. - Le WNCB devrait également soutenir le ministère dans ses efforts pour développer une politique parentale pour l'Ouganda, ce qu'il a déjà commencé à faire. - Les partenaires du programme WNCB doivent organiser des formations sur le genre pour leur personnel afin d'améliorer leurs compétences en matière d'analyse de genre et d'intégration du genre dans la programmation. Il est également impératif que les partenaires du WNCB réalisent un audit de genre de leurs organisations afin de déterminer dans quelle mesure le genre a été intégré dans leurs systèmes organisationnels et leurs processus de programmation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les adolescents qui ne bénéficient pas d'un environnement parental favorable sont plus susceptibles d'être impliqués dans le travail des enfants. - Le fait de trop se concentrer sur le genre et les femmes peut se retourner contre nous, en particulier chez les hommes qui travaillent dans les zones rurales. - Les personnes travaillant sur le terrain peuvent considérer le genre comme une routine que l'on fait régulièrement sans y croire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du développement social et émotionnel des adolescents. - Identification des écarts entre les sexes au niveau organisationnel. Cela servira également de tremplin pour le développement de politiques de genre par les partenaires de la CNPC qui n'en ont pas encore.
Faites différemment	<p>Le WNCB doit continuer à soutenir le développement d'ordonnances et de règlements sur le travail des enfants et d'autres aspects qui favorisent secrètement le travail des enfants, comme les mariages précoces et la violence liée au genre. Il devrait renouveler et rendre plus efficaces ses efforts pour soutenir le travail des OSC et des autorités des districts/sous-comtés.</p> <p>Le WNCB doit s'assurer d'un engagement plus profond et prolongé pour réduire les pratiques culturelles néfastes, en particulier dans le Karamoja, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stimulant les activités qui s'attaquent aux pratiques traditionnelles néfastes - S'engageant davantage auprès des chefs traditionnels et les anciens - Favorisant les pratiques positives <p>Les partenaires du WNCB pourraient travailler avec SOMERO, une OSC qui opère à Karamoja et qui a un programme similaire. Les activités suivantes pourraient être envisagées : utiliser une partie du personnel du gouvernement local pour la formation aux côtés des partenaires ; organiser des réunions trimestrielles des parties prenantes ; organiser des visites de suivi et des examens conjoints lorsque cela est possible ; et présenter des rapports trimestriels narratifs au gouvernement local, qui seront intégrés au rapport du district pour une meilleure visibilité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pratiques liées au genre qui favorisent le travail des enfants - Les pratiques culturelles, comme le mariage des enfants et les coutumes de succession selon lesquelles les filles ne peuvent pas hériter de terres ou de propriétés, perpétuent l'assujettissement des femmes et des filles et leur statut social 	<ul style="list-style-type: none"> - Ordonnances et des règlements efficaces et bien appliqués qui interdisent les pratiques liées au genre telles que le mariage précoce et la violence liée au sexe





RÉSULTAT 3

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
		<p>Le programme WNCB doit promouvoir l'investissement dans des activités alternatives génératrices de revenus pour les femmes et les hommes mineurs en utilisant le produit de l'exploitation minière en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourageant les hommes et les femmes à former des VSLA et en les formant aux bonnes pratiques de gestion - Formant les hommes et les femmes à l'identification d'entreprises viables - Fournissant une formation aux compétences commerciales 	<ul style="list-style-type: none"> - Lorsque les mineurs reçoivent de l'argent, beaucoup le dépensent entièrement en alcool et en liaisons extraconjugales. - Ils restent dans le cercle vicieux de la pauvreté, qui perpétue également le travail des enfants et la violence liée au genre.
Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<p>Le programme WNCB doit continuer à s'engager auprès du secteur privé pour soutenir et encourager l'adhésion aux droits de l'enfant et aux principes commerciaux et la mise en œuvre d'un code de conduite approprié.</p> <p>Il devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer un outil de suivi permettant de suivre et partager les progrès réalisés dans la mise en œuvre des codes de conduite et l'adhésion aux droits de l'enfant et aux principes commerciaux - Intégrer les visites de suivi des entreprises dans le plan de travail du WNCB 	<ul style="list-style-type: none"> - Bien que certaines entreprises aient élaboré un code de conduite et l'aient affiché sur les sites de production, l'adhésion et la sensibilisation durable à ce code sont insuffisantes 	<ul style="list-style-type: none"> - L'application du code de conduite améliore les conditions de travail des enfants



RÉSULTAT 4

Le gouvernement de l'UE/des Pays-Bas ainsi que les organisations internationales agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et remplissent leur obligation de en mettant en place et en renforçant des politiques et des lois de diligence raisonnable.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
		<p>Le genre devrait être intégré dans l'ensemble du plan de travail du WNCB, et les questions de genre devraient être abordées dans la totalité du programme plutôt que de simplement insérer des déclarations sur la façon dont les questions de genre devraient être abordées pour certaines activités</p> <p>Toutes les activités devraient comporter un élément de genre car on pourrait alors supposer que les activités qui ne comportent pas de telles mentions n'ont pas d'implications de genre et peuvent donc être mises en œuvre sans considérations de genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le fait de trop se concentrer sur le genre et les femmes peut se retourner contre les hommes qui travaillent dans les zones rurales. - Les personnes travaillant sur le terrain peuvent considérer le genre comme une routine que l'on fait régulièrement sans y croire.



RECOMMANDATION

Le travail de l'Alliance avec les structures gouvernementales doit être renforcé à tous les niveaux (sous-comté, district et national) pour accroître l'efficacité et faciliter l'application et la durabilité des activités du programme. Certains dirigeants politiques et les fonctionnaires du gouvernement, tant au niveau local que national, n'étaient pas très au fait des sujets liés au genre, et certains n'étaient pas au courant des activités du WNCB. La collaboration avec les structures gouvernementales aide les personnes à tous les niveaux de gouvernement à savoir quelles sont les zones qui ne sont pas atteintes, afin de pouvoir mieux planifier au lieu de dupliquer les efforts.

Prise en compte des **FACTEURS DE RISQUE** du travail des enfants pour les garçons et les filles

- Distraire les activités des projets et perdre son objectif.
- L'intégration de la dimension de genre entrera dans le jeu politique.

Prise en compte des **FACTEURS DE PROTECTION** du travail des enfants pour les garçons et les filles

- Intégrer la dimension de genre aux différents niveaux de gouvernement.
- Le programme atteindra ses buts et objectifs plus rapidement et de manière durable.
- Une meilleure planification pour l'avenir.



Recommandations pour la Jordanie



RÉSULTAT 1

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.

C O M M E N C E Z à f a i r e	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE du travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION du travail des enfants pour les garçons et les filles
	<p>Le programme WNCB commence à se concentrer sur les filles qui travaillent comme domestiques et celles qui travaillent de longues heures dans l'agriculture, notamment dans le camp de Za'atari.</p> <p>Mener une campagne de plaidoyer qui s'aligne sur le plan de travail et les objectifs du plan national. Cette campagne devrait impliquer une coopération entre le programme WNCB et ses partenaires, ainsi que le Conseil national des affaires familiales, dans le cadre du plan d'action national.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le fait d'effectuer des travaux domestiques entraîne la mise à l'écart des femmes. - Les longues heures de travail font courir aux enfants le risque d'abandonner l'école, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les partenaires du WNCB/ le personnel des OCB sont bien formés aux droits de l'enfant et à l'égalité des sexes et ont la capacité de mener les sessions recommandées. - Save the Children et l'UNICEF disposent de travailleuses sociales qui peuvent apprendre de nouveaux mécanismes dans le cadre du programme de gestion des cas pour atteindre les filles disparues. - Des mères compréhensives peuvent faciliter et aider leurs filles à retourner à l'école. - Les cours de rattrapage seront une incitation majeure pour élever le niveau scolaire de l'enfant et l'encourager à compléter son éducation à côté du travail. En outre, ils contribueront à résoudre la perte d'apprentissage subie pendant le COVID-19, notamment pour les étudiants réfugiés qui n'avaient pas accès aux plateformes en ligne. - Travailler sur une approche Communautaire peut également aider les donateurs et les ONGI à se concentrer sur d'autres défis tels que le travail domestique et l'amélioration de la qualité de l'éducation. <p>L'objectif de cette campagne est de modifier les comportements traditionnels en matière de normes de genre et d'accroître les connaissances sur l'égalité des sexes.</p>



Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<p>Poursuivre les sessions de sensibilisation au travail des enfants et aux droits de l'enfant avec les enfants et les parents, mais en mettant davantage l'accent sur les risques liés au genre et en utilisant des modèles de rôle. Contrôler l'impact de ces modèles.</p> <p>Des sessions séparées avec les filles et les garçons pour mesurer les changements nécessaires et obtenir des informations précises des deux côtés. Les sessions pour les parents devraient être organisées séparément pour les mères et les pères également.</p> <p>Le programme WNCB devrait travailler en réseau avec des organisations professionnelles spécialisées dans les questions de genre, la violence liée au genre et le harcèlement sexuel afin de cibler toutes les personnes clés (enseignants, conseillers et directeurs) dans les écoles du camp, en organisant un atelier d'une semaine afin d'aborder l'impact des brimades et de la violence liée au genre sur l'accès à l'éducation pour les deux sexes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pratiques liées au genre qui favorisent le travail des enfants - En général, les enfants de sexe féminin ne participent pas aux sessions mixtes. Dans ce cas, seuls les enfants de sexe masculin s'exprimeront, de sorte que les informations recueillies ne seront pas exactes - Manque de connaissances sur le mécanisme de rapport - Peur de dénoncer - Professeurs abusifs dans l'école des garçons - Les étudiantes peuvent être exposées au harcèlement sexuel sur le trajet de l'école. - Stigmatisation sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - Aborde les normes sociales, y compris les risques sexospécifiques spécifiques au travail des enfants - S'appuie sur le rôle protecteur des mères en sensibilisant les enfants (surtout les garçons) aux rôles des sexes et aux pratiques non traditionnelles - Les mères sont un élément de soutien qui peut avoir une influence positive sur les décisions des membres masculins de la famille et peut donc atteindre un bon équilibre dans les relations de pouvoir entre frères et sœurs. - Meilleure connaissance du travail des enfants et des droits de l'enfant. - Diminution du pourcentage de cas de VBG dans les écoles de garçons.
Arrêtez	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<p>Le WNCB doit cesser de travailler de manière intensive sur les sessions de sensibilisation et les sessions d'apprentissage de la vie, ce qui lui permettra de conserver une partie de son financement pour d'autres questions précieuses qui devraient contribuer à éliminer le travail des enfants, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler au niveau politique en guidant la CNAF pour qu'elle donne la priorité à ses activités dans le cadre national du travail des enfants (en se concentrant sur le secteur agricole et le travail domestique) et en soutenant la mise en œuvre des activités urgentes qui nécessitent des ressources financières et techniques - Soutenir les familles dont les enfants travaillent pour qu'elles réalisent leurs propres projets générateurs de revenus, en leur apportant un soutien financier, une orientation technique, un encadrement et un suivi à long terme. <p>Le programme WNCB devrait s'appuyer sur ce qui a été fait par d'autres organisations et cesser de travailler sur de nouvelles études, afin que les fonds puissent être utilisés pour commencer la mise en œuvre pratique sur le terrain.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les séances de sensibilisation sont utiles et peuvent améliorer la connaissance et la compréhension des facteurs de risque du travail des enfants, des politiques de protection de l'enfance et des droits de l'enfant, mais elles ne suffisent pas à éliminer le travail des enfants en Jordanie. - Les sessions intensives de sensibilisation sont une perte de temps et d'argent pour le programme WNCB et pour la communauté qui a besoin de notre soutien pour trouver une solution radicale au phénomène du travail des enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir le CNAF techniquement et financièrement pour mettre en œuvre leurs activités qui s'alignent sur les objectifs du WNCB aura un fort impact sur la diminution du pourcentage du travail des enfants en Jordanie et sera une réalisation tangible pour le programme. - Le soutien aux familles par le biais de projets générateurs de revenus est une idée durable qui peut améliorer leur niveau de vie, changer leurs pratiques négatives en termes de rôles traditionnels des sexes au sein du ménage et celles liées au travail des enfants, et protéger les enfants contre l'exploitation des employeurs.





RÉSULTAT 2

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.



RÉSULTAT 4

Le gouvernement de l'UE/des Pays-Bas ainsi que les organisations internationales agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et remplissent leur obligation de en mettant en place et en renforçant des politiques et des lois de diligence raisonnable.

Commencez à faire

RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
Le ministère de l'éducation doit intensifier ses efforts pour mettre en place des cours professionnels non traditionnels, en coordination avec les centres de formation professionnelle et le Luminus Technical University College, afin d'encourager les étudiants ayant des talents professionnels à devenir professionnels et qualifiés.		<ul style="list-style-type: none"> - Un travail décent et un meilleur avenir pour les deux sexes. - Cela permettra de réduire le travail des enfants et de renforcer l'approche de la formation professionnelle. - Le pourcentage de mariages précoces diminuera, car les femmes seront bien éduquées et financièrement autonomes
<p>Les mécanismes de protection de l'enfance liés à la sûreté et à la sécurité doivent être mis à jour, activés et appliqués dans les sphères privées et publiques, en plus de s'assurer qu'ils sont intégrés dans le cadre national sur le travail des enfants.</p> <p>Les mécanismes doivent inclure les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restrictions sur le type de travail et les heures de travail acceptables - Environnement sûr et sain - Accès au transport - Code de conduite des bâtiments/accessibilité - Installations sanitaires basées sur les besoins des femmes - Sécurité sociale et assurance maladie 	<ul style="list-style-type: none"> - La faible mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance est un facteur de risque important d'exploitation par les employeurs et d'exposition des enfants à divers types de dangers. - Le manque de responsabilité du gouvernement dans la mise à jour et le suivi de l'efficacité des politiques de protection de l'enfance est un obstacle majeur à la réduction par les organisations du travail des enfants et à leur protection sur le lieu de travail 	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour et la mise en œuvre des mécanismes de protection de manière efficace permettra de réduire le travail des enfants et de l'organiser en termes de type de travail, de mécanismes de travail, d'âge autorisé, d'heures de travail, en créant un environnement approprié pour le travail des enfants en fonction des capacités physiques et du sexe
<ol style="list-style-type: none"> 1. Le NCFA doit se concentrer sur le travail domestique et l'ajouter en tant qu'élément fondamental dans le cadre national comme une forme de travail des enfants, qui affecte négativement les femmes en termes d'éducation, de santé reproductive et mentale. 2. Le ministère du développement social doit établir des normes pour le travail domestique en tenant compte de la dimension de genre et des rôles non traditionnels, sur la base du principe d'égalité des droits et de la justice sociale. Un travail de lobbying doit être fait afin de faire adopter une loi qui protège les petites filles contre le travail domestique, en mettant l'accent sur les heures de travail autorisées à l'intérieur du foyer, les sanctions imposées à la famille pour un travail qui cause un préjudice physique ou psychologique à la fille, et les sanctions liées à l'incapacité de l'enfant à étudier en raison de son travail domestique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le travail domestique n'est pas pris en considération dans les politiques et les lois et n'est pas considéré comme une forme de travail des enfants, ce qui maintient de nombreuses femmes dans une situation défavorable et sans éducation 	<ul style="list-style-type: none"> - Commencer à ajouter le travail domestique dans les programmes du gouvernement et des cadres nationaux. Cela permettra de changer la culture institutionnelle à l'égard de cette question. - Commencer à changer la perception du travail domestique, d'un travail obligatoire non rémunéré associé au rôle reproductif féminin traditionnel à une tâche participative pour tous les membres de la famille.
Le programme WNCB, en coopération avec le NCFA, fait pression sur le gouvernement/ministère du travail et l'OIT pour créer un soutien législatif de haut niveau en termes de plaidoyer et de lobbying pour une application plus stricte des réglementations du travail afin de garantir que les employeurs offrent au moins un salaire minimum et des conditions de travail décentes, tant pour les hommes que pour les femmes exerçant un travail rémunéré dans les secteurs agricole et industriel.		Offrir aux femmes et aux hommes (parents) un salaire équitable et un environnement sûr peut éliminer le travail des enfants et aider à maintenir les enfants dans l'éducation.



RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE du travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION du travail des enfants pour les garçons et les filles
<p>1. Le ministère de l'éducation doit activer/ mettre à jour le système de suivi des élèves qui abandonnent l'école ou qui risquent de mendier pour les pousser à retourner à l'école. Activez le conseil dans les écoles en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournissant aux enseignants et aux conseillers des formations sur la VBG et sur les compétences parentales. - Fournissant aux conseillers scolaires une formation complète sur une approche de gestion de cas afin de traiter de manière professionnelle les cas des élèves, de les soutenir au niveau académique, de les encourager à ne pas abandonner l'école et de les orienter vers des entités spécialisées si nécessaire. - S'appuyer sur les documents existants relatifs à ces sujets compilés par d'autres organisations. <p>2. Ce système devrait être mis en place en coopération avec le ministère du Travail afin de recenser le nombre de jeunes filles jordaniennes et syriennes réfugiées de moins de 18 ans qui travaillent dans des fermes et n'ont pas accès à l'éducation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Travail des enfants/ précoce mariage précoce/ travail domestique 	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager tous les enfants (filles et garçons) à avoir accès à l'éducation. - Sensibiliser les familles au fait que l'éducation est obligatoire et que leurs enfants doivent être éduqués.
<p>Le ministère de l'éducation doit améliorer le système d'enseignement de la vocation en sélectionnant certains enfants travailleurs qui ont des talents professionnels particuliers et en les aidant à présenter et à vendre leurs travaux dans des bazars, des festivals ou des petites boutiques.</p> <p>Les étudiants seront financés afin de les encourager à travailler professionnellement au sein de l'école et légalement au lieu de faire travailler des enfants.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Ce type d'initiative permettra d'éliminer le travail des enfants âgés de 16 à 18 ans. - Renforcer le facteur d'attraction en incitant les élèves à rester à l'école et en les encourageant à améliorer leurs compétences professionnelles. - Les compétences professionnelles peuvent être un élément fort pour créer une entreprise familiale décente et assurer à la famille un bon revenu. - Donner aux femmes l'occasion d'apprendre une bonne compétence, afin qu'elles puissent avoir leur propre entreprise à l'avenir et être financièrement autonomes
<p>1. Le ministère de l'éducation devrait améliorer l'environnement scolaire en menant des campagnes de sensibilisation pour lutter contre les brimades et en imposant des sanctions académiques et disciplinaires aux élèves qui soumettent leurs collègues à des violences physiques, verbales et psychologiques.</p> <p>2. Le personnel travaillant dans les écoles devrait également améliorer ses compétences en matière d'identification des facteurs d'incitation et d'attraction et travailler sur ces derniers en coopération avec la communauté locale afin de maintenir les enfants à l'école.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Les campagnes de sensibilisation, les activités scolaires et un environnement sûr encouragent les élèves à rester à l'école et à se concentrer sur leur réussite scolaire plutôt que sur leur travail.



RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE du travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION du travail des enfants pour les garçons et les filles
<p>Le groupe de travail technique du NCFA doit engager un consultant afin d'examiner et mettre à jour toutes les politiques de protection de l'enfance et partager les documents finaux avec tous les centres de jeunesse et de développement dans les zones ciblées.</p> <p>Les organisations communautaires doivent être formées à ces politiques et aider les employeurs à les mettre en œuvre sur le lieu de travail.</p> <p>Le groupe de travail du NCFA doit intensifier ses efforts en vue de l'unification de la définition du travail des enfants en Jordanie.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation inclusive des zones ciblées aux droits de l'enfant et aux politiques de protection de l'enfance sur les lieux de travail. - L'unification de la définition du travail des enfants facilitera le travail du gouvernement, des ONG et des OING et réduira les défis ou les obstacles qui les empêchent de travailler sur une certaine méthodologie pour éliminer le travail des enfants. - La supervision de la mise en œuvre de la politique et la mesure des résultats donneront un aperçu de son impact sur les résultats scolaires des enfants, la qualité de l'éducation et le pourcentage de travail des enfants.
<p>Renforcer le système d'autonomisation économique des femmes mis en place par des organisations nationales et internationales, telles que ONU FEMMES, le micro-fonds pour les femmes, et les centres de programmes pour les femmes dans les zones ciblées, ce qui leur offrirait de plus grandes possibilités d'emploi et augmenterait le revenu familial. Cela peut se faire en créant une formation intensive d'une semaine pour les femmes sur les méthodologies d'élaboration de plans de travail financiers et d'études de marketing, en comprenant les besoins de la société et du marché et comment réussir leurs projets générateurs de revenus.</p>		<p>Cela contribuerait à changer les attitudes et les pratiques sociales qui poussent les enfants à travailler et donnerait aux filles une plus grande chance de terminer leur éducation loin des charges sociales et économiques à l'intérieur et à l'extérieur du foyer.</p>
<p>Le ministère du développement social et le ministère du travail ont pour objectif de construire conjointement un cadre professionnel et technique avec une approche accréditée, spécialisée dans l'orientation des enfants des rues vers les centres de réhabilitation de Madaba et al-Dulayl ; identifier les normes académiques et professionnelles requises des conseillers qui s'occupent d'enfants des deux sexes pendant la période de réhabilitation (de préférence pas moins de 6 mois) ; mettre en œuvre des activités récréatives et non récréatives conjointes avec les familles des enfants ; inclure des sessions de gestion de cas et identifier les défis, les forces, les faiblesses et les opportunités qui peuvent les aider à se réengager dans la communauté avec un meilleur comportement et de meilleures attitudes, et à acquérir une nouvelle perspective vers l'éducation. Pour les femmes, le ministère du développement social devrait traiter les besoins et les cas des femmes de différentes manières en utilisant l'approche de gestion des cas.</p> <p>Fournir aux enfants des compétences professionnelles et essayer de soutenir financièrement leurs familles en les reliant/en les inscrivant au Fonds national d'aide pour couvrir leurs besoins de base.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Un programme professionnel au sein des centres de réhabilitation peut aider les hommes et les femmes à se réinsérer sainement dans la communauté. - Des conseillers spécialisés et formés des deux sexes peuvent soutenir la santé mentale des enfants au cas par cas. - Les compétences professionnelles aideront les enfants à trouver un travail décent ou à réaliser un projet générateur de revenus avec leur famille. Cela peut leur donner l'occasion de penser à reprendre des études.



	Le gouvernement, les ONG et les ONGI doivent cesser de planifier, réviser et mettre à jour les politiques sans tenir compte de la perspective de genre. La plupart des lois et règlements relatifs aux droits de l'homme et de l'enfant ne tiennent pas compte du genre et traitent les individus avec une vision étroite de la dynamique de genre dans le contexte jordanien.	Aller de l'avant avec les mêmes lois et politiques laissera beaucoup de personnes sur le côté en ce qui concerne le travail des enfants : les filles de moins de 18 ans, les femmes, les enfants réfugiés et les personnes handicapées.	
Arrêter	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Government, NGOs and INGOs to stop planning, revising and updating policies without taking into consideration the gender lens. Most laws and regulations related to human rights and child rights are gender blind, dealing with humans as individuals with a narrow view of the gender dynamics within the Jordan context.	Aller de l'avant avec les mêmes lois et politiques laissera beaucoup de personnes sur le côté en ce qui concerne le travail des enfants : les filles de moins de 18 ans, les femmes, les enfants réfugiés et les personnes handicapées.	



RÉSULTAT 3

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Les employeurs doivent commencer à participer à des sessions et des ateliers sur : <ul style="list-style-type: none"> - le statut juridique des enfants réfugiés syriens et leurs conditions de travail - Convention internationale sur les droits de l'enfant - Égalité des sexes et normes sociales - Lois et règlements relatifs au travail des enfants - La protection de l'enfant et la sûreté et la sécurité sur le lieu de travail - Rôles et besoins des hommes et des femmes sur le lieu de travail Ces sessions doivent être organisées et coordonnées par le groupe de travail technique sur le travail des enfants - NCFA, OIT et Ministère du travail.		<ul style="list-style-type: none"> - L'effort conjoint entre le gouvernement et les organisations concernées rendra la mise en œuvre des lois plus efficace et maintiendra les deux parties sur la même voie. - Les employeurs seront plus conscients des droits de l'enfant et des politiques de protection lorsqu'ils embauchent des jeunes. - Les employeurs seront plus prudents et tenteront de limiter le nombre d'enfants qu'ils emploient.
Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Le ministère de l'agriculture et le ministère du travail doivent conclure des accords avec les employeurs sur les conditions et les causes qui permettent aux employeurs d'embaucher des hommes ou des femmes, dans le cadre de restrictions spécifiques et supervision gouvernementale.		Cela pourrait limiter le nombre d'enfants de différentes catégories et de différents âges qui travaillent, ce qui réduirait le taux de travail des enfants ou ceux qui risquent de travailler dans des environnements insalubres.



Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Les employeurs doivent inscrire les enfants à la sécurité sociale et à l'assurance maladie.		<ul style="list-style-type: none"> - L'assurance maladie peut inciter les employeurs, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, à améliorer les mesures de sécurité sur le lieu de travail et à imposer davantage de conditions au processus de recrutement. - La sécurité sociale protégera les employeurs des pénalités pour avoir employé des personnes illégalement, et fournira aux enfants et à leurs familles une épargne/un soutien financier de l'État à long terme.

Arrêtez	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Les employeurs doivent cesser d'employer tout enfant de moins de 16 ans et respecter les normes et restrictions légales lorsqu'ils embauchent des jeunes de 16 à 18 ans pour des travaux dangereux.	Environnement non sécurisé, environnement malsain, harcèlement sexuel et violence liée au sexe, longues heures de travail.	<ul style="list-style-type: none"> - Les enfants de moins de 16 ans ont accès à l'école primaire et secondaire - Les femmes peuvent compléter leur éducation - Aucune exposition à tout type d'abus ou de harcèlement de la part des employeurs
	Les employeurs doivent cesser d'embaucher des enfants de sexe féminin dans tous les domaines et les encourager à terminer leur éducation.		



Recommandations pour l'Inde



RÉSULTAT 1

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.

RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE du travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION du travail des enfants pour les garçons et les filles
<p>La sécurité doit être renforcée afin de s'assurer que les personnes extérieures n'ont pas accès aux écoles et que les filles ne sont pas victimes de harcèlement de rue perpétré par des hommes pendant leurs trajets ou juste devant les écoles. Cela peut être fait en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nommant des agents de sécurité pour protéger les écoles - Mettant en place des mécanismes de recours formels, accessibles et sensibles au genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Les enfants sont confrontés à des risques de sécurité importants lorsqu'ils sont à l'école 	<ul style="list-style-type: none"> - Un environnement plus sûr pour les enfants à l'école
<p>Le WNCB devrait mener un examen approfondi pour vérifier si les organisations partenaires travaillant sur le bien-être des enfants sont représentatives des sexes et des castes, compte tenu du fait que de nombreux facteurs de risque du travail des enfants sont liés aux normes de ces deux systèmes sociaux.</p> <p>Une intégration plus étroite des fonctionnaires dans les comités de gestion scolaire (SMC) est une étape clé pour relier les interventions au niveau de l'école et au niveau politique</p> <p>Les COGES pourraient être utilisés comme un espace pour soulever et discuter de manière sensible des questions urgentes, telles que la manière dont la caste et le sexe entravent les résultats d'apprentissage des enfants et créent des obstacles à leur accès à la scolarité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les interventions contre des questions sensibles telles que le harcèlement sexuel, la violence familiale et la violence des castes dominantes ne sont généralement pas discutées au-delà des espaces interpersonnels - Les comités de gestion scolaire (COGES) sont fonctionnels dans la plupart des écoles des districts cibles, mais nos résultats ne reflètent pas leur capacité à agir comme un forum qui contribue de manière significative à l'amélioration de la qualité des résultats d'apprentissage ou du bien-être des enfants à l'école. - Bien que les membres des panchayat et les fonctionnaires du gouvernement impliqués dans la protection de l'enfance dans la région sont censés participer aux COGES conformément aux directives relatives à leur formation, nos résultats suggèrent que les fonctionnaires qui assistent aux réunions sont souvent ceux qui ne travaillent pas directement au bien-être des enfants, tandis que les membres des panchayats ne sont généralement pas présents du tout. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les organisations où la représentation est hétérogène sont susceptibles d'être des espaces plus confortables pour que les enfants puissent exprimer leurs doléances

Coopération à faire



RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
<p>Le programme WNCB devrait mettre davantage l'accent sur l'intégration de la dimension de genre. Le champ d'action doit être élargi au-delà de l'accent mis sur la participation des filles à l'éducation et intervenir contre les formes spécifiques de travail pour lesquelles les filles sont exposées à un risque disproportionné.</p> <p>Pour ce faire, il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer des stratégies de sensibilisation plus profondes visant à créer une prise de conscience à long terme des différents facteurs de risque de la participation des enfants au travail - Introduire des feuilles de route stratégiques pour leur atténuation 	<ul style="list-style-type: none"> - Les filles sont censées participer aux tâches ménagères dans leur propre maison dès leur plus jeune âge. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nous recommandons vivement la mise en œuvre de programmes de sensibilisation soulignant que la participation aux travaux ménagers expose les enfants à des risques d'épuisement, de perte d'apprentissage, de perte de temps pour jouer et s'adonner à des activités récréatives, et parfois même d'exposition à des conditions dangereuses, au même titre que d'autres formes de travail.
<p>Les interventions devraient être mieux adaptées aux communautés en identifiant les variations régionales et en se concentrant sur elles par le biais de la programmation.</p> <p>Pour ce faire, les organisations doivent réaliser une cartographie approfondie de la manière dont les normes et les stéréotypes liés au genre, à la caste, au statut économique et à d'autres identités structurelles diffèrent selon les régions et les communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - alors que la probabilité que les enfants des communautés SC, ST et OBC soient engagés dans le travail dès leur plus jeune âge est significativement plus élevée que celle des enfants des castes dominantes dans tous les districts, les formes spécifiques de travail dangereux auxquelles ils sont plus susceptibles d'être exposés dépendent des formes de travail considérées comme « inférieures » et plus marginales par nature selon les normes de caste spécifiques à la région 	
<p>Les programmes de formation professionnelle devraient être étendus afin de garantir que les enfants apprennent d'une manière qui améliore leur employabilité à la fin de leur scolarité.</p> <p>Le WNCB devrait entreprendre des mesures de sensibilisation et des collaborations avec les écoles publiques pour inclure les programmes de compétences nouvellement développés dans les programmes d'études.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - À l'heure actuelle, les programmes de formation professionnelle renforcent les stéréotypes de genre, en formant les filles à des emplois dans des secteurs tels que les salons et les cosmétiques, tandis que certains emplois sont considérés comme réservés aux garçons 	<ul style="list-style-type: none"> - Les enfants, en particulier les filles, ont exprimé le désir d'acquérir des compétences telles que l'utilisation d'un ordinateur et la programmation





RÉSULTAT 2

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.

C o m m e n c e z à f a i r e	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<p>Le programme WNCB devrait contribuer à une meilleure compréhension de la relation entre le travail et la traite des enfants en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cartographiant l'ampleur du phénomène - Créant des réseaux interétatiques entre les organisations afin de pouvoir suivre les mouvements forcés des enfants et leur engagement ultérieur dans le travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Le travail des enfants qui implique la traite des enfants les expose à des niveaux de violence plus élevés - La relation entre le travail des enfants et la traite des enfants est un aspect important des mesures de prévention qui ne bénéficie pas d'une priorité proportionnelle aux menaces pour la sécurité qu'il représente - Bien qu'il existe des preuves anecdotiques, la relation n'est pas clairement mise en évidence par les données gouvernementales au niveau des États et du gouvernement central 	
	<p>Le programme WNCB doit prendre des mesures pour impliquer les panchayats en tant que parties prenantes actives dans les interventions sur le genre, la caste, la communauté et d'autres dynamiques sociales dans une région.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - <i>Les Panchayats</i> ont le potentiel de combler le fossé entre les communautés, les écoles et les gouvernements nationaux et centraux
	<p>Le programme WNCB devrait organiser ses interventions en tenant compte des castes en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisant des formations de sensibilisation à la caste pour les acteurs clés de l'écosystème de la protection de l'enfance, notamment les enseignants, les militants sociaux et les fonctionnaires 	<ul style="list-style-type: none"> - L'exclusion et la violence à l'égard des castes marginalisées est non seulement un problème omniprésent, mais aussi un problème qui a des liens profonds avec la participation des enfants au travail, et se superpose de manière significative à la privation économique extrême. 	
	<p>Le WNCB devrait renforcer les programmes de transfert conditionnel d'argent liquide afin de créer des systèmes permettant d'élargir l'accès à l'éducation tout en atténuant la pauvreté, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cartographiant et en examinant les conditions des familles et des individus exclus des programmes de transfert d'argent liquide en raison d'un manque de documents, de comptes bancaires et autres ressources de base. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'engagement des enfants dans le travail est souvent le résultat de privations et de nécessités économiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Les programmes de transferts en espèces peuvent contribuer à réduire la pauvreté et donc à améliorer l'accès des enfants à l'éducation - Les programmes de transfert d'argent liquide sont essentiels pour rendre les programmes plus sensibles aux castes, étant donné le chevauchement important entre la marginalisation des castes et l'exclusion des systèmes de prestation de services sociaux



	<p>Le programme WNCB devrait contribuer à renforcer le suivi, la réglementation et l'application des dispositions législatives contre le travail des enfants, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourageant une plus grande participation des responsables gouvernementaux au niveau local et du district - Examinant les obstacles à leur mise en œuvre dans les secteurs informels - Améliorant la coordination entre les différents départements et unités du gouvernement, en particulier entre les panchayats (gouvernements locaux) et les gouvernements des États et le gouvernement central 	<ul style="list-style-type: none"> - La mise en œuvre de la législation contre le travail des enfants laisse à désirer à plusieurs niveaux 	
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Faites différemment</p>	<p>RECOMMANDATION</p>	<p>Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles</p>	<p>Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles</p>
	<p>L'accent est actuellement mis sur l'identification des enfants à risque qui sont déjà inscrits dans les écoles. Les interventions doivent identifier et travailler sur les droits et le bien-être des enfants exclus de l'école (voir les facteurs de risque)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants, y compris les enfants victimes de la traite, engagés dans le travail forcé ou contraints à un mariage précoce, sont difficiles à identifier dans les cadres actuels - Il est également important de prendre en compte les besoins d'autres groupes qui sont exclus de manière disproportionnée de l'enseignement formel, notamment les enfants handicapés et les enfants issus de familles confrontées à un dénuement économique et social extrême 	
	<p>Il s'est avéré que de nombreux enfants travaillaient en même temps qu'ils allaient à l'école, ce qui indique que le programme WNCB devrait engager des conversations plus directes sur les méfaits spécifiques de la participation des enfants au travail. Ces mesures doivent être complétées par des possibilités de développement des compétences et de formation, ainsi que par une amélioration de la qualité de l'enseignement dans les écoles publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants engagés dans le travail des enfants et scolarisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Les parents comprennent qu'il est essentiel d'empêcher leurs enfants de travailler pour les aider à se développer de manière globale et à accéder à de meilleures opportunités d'emploi





RÉSULTAT 3

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.

Commencez à faire

RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
Les programmes WNCB doivent viser à sensibiliser les enfants à leurs droits légaux sur le lieu de travail (même si l'objectif principal est d'éliminer le travail des enfants)	- Absence de mécanismes formels pour rendre compte de la sécurité et du bien-être des enfants sur les lieux de travail formels et semi-formels	- Les enfants qui travaillent par nécessité économique deviennent des acteurs autonomes qui peuvent faire valoir leurs droits et accéder directement aux organismes de protection de l'enfance pour signaler des griefs sur le lieu de travail
Les programmes WNCB doivent atteindre les communautés où la continuité générationnelle de la privation économique se produit en raison de la caste, en - identifiant et en abordant les risques et les défis auxquels elles sont confrontées	- Une proportion importante d'enfants participe au travail aux côtés de leurs parents, que ce soit sur le lieu de travail ou à la maison, notamment dans le secteur agricole et dans d'autres activités du secteur primaire telles que la collecte de ressources dans la jungle. La « transmission » générationnelle des compétences professionnelles est souvent associée au système des castes en Inde et est pratiquée plus couramment par les communautés de castes marginalisées qui ont été systématiquement exclues de la mobilité économique ascendante - Ces conditions brouillent les frontières entre ce qui constitue le « secteur privé », c'est-à-dire le domaine dans lequel opèrent les employeurs du travail des enfants, et des structures sociales entières allant de la famille à la communauté	
Les programmes WNCB doivent sensibiliser les employeurs au travail des enfants et à leurs droits	- Les employeurs des secteurs informels dans les communautés éloignées peuvent être difficiles à localiser et à contacter	- Bénéficiers aux enfants qui ont migré ou ont fait l'objet d'un trafic vers les zones urbaines pour travailler dans des secteurs tels que le travail domestique, l'hôtellerie et le travail en usine
Le WNCB doit lancer des programmes visant à s'engager auprès des acteurs informels qui embauchent des enfants, en mettant l'accent sur les points suivants : - Les sensibiliser à la nécessité de protéger les enfants contre les risques d'un travail dangereux et pénible - Les sensibiliser aux mesures législatives de protection de l'enfance qui sont toujours applicables à leurs actions. - Recenser les doléances des enfants travaillant dans ces espaces, afin de créer des systèmes plus adaptés à leurs besoins.	- Alors que les lieux de travail formels sont soumis à des dispositions législatives telles que la mise à disposition d'environnements de travail sécurisés pour les adolescents et la création de mécanismes de recours pour les employés, les secteurs informels sont exemptés de ces dispositions.	





RÉSULTAT 4

Le gouvernement de l'UE/des Pays-Bas ainsi que les organisations internationales agissent en faveur de l'élimination du travail des enfants et remplissent leur obligation de en mettant en place et en renforçant des politiques et des lois de diligence raisonnable.

	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
C o m m e n c e n c e à f a i r e	Le programme WNCB devrait faire comprendre aux organismes internationaux la nécessité de reconnaître que la participation au travail domestique au sein de son propre foyer constitue un travail des enfants. Cela s'appuierait sur la reconnaissance internationale croissante de l'écart entre les sexes dans les comptes du travail des enfants lorsque cette forme de travail n'est pas prise en compte. Mesures à prendre : - Cibler et mettre en évidence les risques créés par la participation excessive et disproportionnée des filles à ce travail - Veiller à leur inclusion dans les conventions et codes internationaux	- L'engagement disproportionné des filles dans les travaux ménagers est fortement associé à d'autres facteurs de risque tels que l'abandon de l'école ou la socialisation dans le rôle d'épouses et de mères idéales, par opposition à l'autorisation de travailler lorsqu'elles sont plus âgées	- Cibler et mettre en évidence les risques créés par la participation excessive et disproportionnée des filles à ce travail par le biais de conventions et de codes internationaux permettrait d'inciter les pays à adopter une législation contre ce phénomène
	Les agendas programmatiques des coalitions telles que le WNCB devraient viser à : - Inclure des mesures visant à réduire la pauvreté à grande échelle - Se concentrer sur les facteurs de risque qui affectent la famille en tant qu'unité	- Vastes disparités de ressources à l'origine de la persistance de l'engagement des enfants dans le travail	- Dans la plupart des cas, la famille est la principale unité de décision qui détermine la participation des enfants au travail
	Dans le contexte indien, le plaidoyer international doit viser à tenir compte des castes en plus de la dimension de genre	- Alors que la caste reste profondément ancrée dans la façon dont le travail est pratiqué dans différentes parties du pays, elle est largement sous-représentée dans les cadres institutionnels et souvent ignorée même par les fonctionnaires	- Le fait de mettre davantage l'accent, au niveau international, sur la caste en tant que forme systémique de violence qui persiste en Inde pourrait inciter les institutions à reconnaître et à traiter la manière dont la marginalisation des castes opère dans les contextes ruraux et urbains actuels
F a i t e s d i f f r e r e m e	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Des collaborations stratégiques doivent être encouragées entre les organismes internationaux travaillant sur les interventions contre le travail des enfants dans le pays et les organismes gouvernementaux et de la société civile.	- Le suivi et l'évaluation constituent un maillon faible de la législation et de la mise en œuvre des interventions contre le travail des enfants en Inde.	- Cela permettrait de créer des cadres normatifs et des lignes directrices solides pour évaluer l'ampleur de problèmes tels que le travail des enfants dans les secteurs informels, la traite et le mariage des enfants.



Recommandations pour le Vietnam

Conformément aux résultats de la théorie du changement du programme WNCB, les tableaux sont séparés pour mettre en évidence les recommandations au niveau du programme qui conduiront à la réalisation du **Résultat 1** : *Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable* ; et des recommandations au niveau du système qui permettront de réaliser le **Résultat 2** : *Les gouvernements ont appliqué les lois pertinentes fondées sur les droits de l'enfant et ont mis en œuvre des politiques sur le travail des enfants, l'éducation, l'autonomisation économique des jeunes et la sécurité sociale*. Ils sont ensuite séparés par le domaine du genre.



RÉSULTAT 1

Les enfants sont responsabilisés et ont un meilleur accès à l'éducation (de qualité) et à l'emploi des jeunes dans un environnement familial et communautaire favorable.

Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le système d'orientation, en particulier pour inclure des services de soutien aux adultes souffrant de toxicomanie, d'alcoolisme ou d'autres dépendances, et pour fournir des services de santé mentale et de soutien psychosocial. • Former les partenaires locaux à la reconnaissance des signes d'exploitation et de maltraitance des enfants et des femmes, et à des procédures d'orientation sûres pour les survivants de maltraitance d'enfants et de violence entre partenaires intimes. 	<ul style="list-style-type: none"> - La toxicomanie, l'alcoolisme et d'autres dépendances telles que les jeux d'argent - La violence domestique - Violence, abus et exploitation des enfants dans les familles et les communautés 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du cadre de vie familial ; amélioration des relations avec les aidants ; prévention de la violence à l'égard des enfants et de la violence domestique - Renforcement du cadre de vie familial ; prévention de la violence à l'égard des enfants et de la violence domestique.
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les enfants et les adultes aux services de soutien afin qu'ils aient accès à des informations sur les services disponibles dans leurs communautés et sur les endroits où ils peuvent demander de l'aide. • Faciliter le recensement des centres communautaires et des organisations locales qui proposent des activités récréatives ou ludiques pour les enfants de tous âges, y compris des activités que les parents/responsables d'enfants et les enfants et les jeunes peuvent participer ensemble pour renforcer leurs relations. Orienter les bénéficiaires du projet vers ces activités. • Aider les familles vulnérables à accéder à des aliments nutritifs dans les zones urbaines et rurales en les orientant vers des programmes de protection sociale et des programmes communautaires gérés par des partenaires locaux, en particulier pour les ménages qui ont perdu leur emploi et/ou leurs moyens de subsistance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins fondamentaux non satisfaits (manque d'accès à des aliments nutritifs) - Manque d'accès à des activités récréatives ou ludiques sûres pour les enfants et les jeunes Manque d'occasions de nouer des relations avec les enfants et les personnes qui s'occupent d'eux à l'extérieur du foyer 	<ul style="list-style-type: none"> - Les enfants et les femmes sont protégés contre tout danger et peuvent accéder à des services de qualité en cas de besoin. Renforcement des relations entre les enfants et les personnes qui s'occupent d'eux ; possibilités pour les enfants d'acquérir des aptitudes à la vie quotidienne ; possibilités de nouer des relations avec des pairs et d'acquérir des aptitudes à l'esprit d'équipe dans un environnement sûr grâce aux loisirs ; renforcement du soutien communautaire et environnement communautaire protecteur - Sécurité alimentaire accrue pour les familles vulnérables 	



Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<ul style="list-style-type: none"> • Plaider pour l'égalité des sexes dans les médias sociaux et répondre aux insécurités des hommes. • Des formations professionnelles destinées aux filles et une campagne sur les médias sociaux visant à encourager les femmes à participer à l'enseignement des STEM. • Soutenir les femmes pour qu'elles aient un meilleur accès à une éducation de qualité grâce à des cours en ligne <p>Travailler sur les difficultés que rencontrent les hommes à cause des stéréotypes de genre et des normes sociales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Parler trop des femmes et de l'égalité des sexes se retournera contre vous et provoquera une controverse. - Le gouvernement peut ne pas être d'accord sur une campagne de médias sociaux et des problèmes peuvent apparaître. - Augmentation de la violence liée au genre si les femmes ont un meilleur accès aux ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrir de nouveaux horizons éducatifs aux femmes (STEM). - Accroître la capacité des femmes à occuper un emploi de grande valeur. - Libérer les hommes de la charge sociale, ce qui conduira à une plus grande égalité
Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<ul style="list-style-type: none"> • Diffuser des messages de sensibilisation visant à promouvoir l'action des enfants et leur participation aux processus décisionnels au sein du foyer. • Mettre en place des mécanismes systématiques et innovants ainsi qu'un environnement propice à la participation des enfants et des jeunes dans la communauté, à l'école et à la maison par le biais de réseaux d'enfants, de clubs sociaux dirigés par des étudiants et de groupes de soutien entre pairs dans tous les processus décisionnels. • Fournir des ressources et des plateformes innovantes basées sur les technologies de l'information pour l'autonomisation des jeunes (en mettant l'accent sur les jeunes femmes) dans un environnement inclusif et indépendant afin de favoriser la créativité et la diversité des points de vue. 	<ul style="list-style-type: none"> - Comportements nocifs (fumer, boire, jouer) - La ségrégation des rôles entre les sexes, les filles n'ayant pas la possibilité d'acquérir des compétences informatiques ou d'autres compétences typiquement masculines - Rupture des relations familiales due à la séparation de la famille ; Faible confiance en soi/ estime de soi 	<ul style="list-style-type: none"> - Les filles/garçons acquièrent un sentiment de pouvoir contribuer aux décisions du foyer ; gagner en confiance et en estime de soi - Renforcement des relations avec les pairs ; possibilités de développer des compétences de vie ; possibilités de développer la capacité de résolution des problèmes, l'apprentissage et l'adaptation - Accroître la participation et l'accès des jeunes femmes à des types d'emplois décents impliquant les technologies de l'information et l'innovation ; favoriser les compétences de vie et la créativité chez les jeunes
	<ul style="list-style-type: none"> • Former les enseignants et le personnel éducatif des écoles partenaires du projet à l'identification des enfants qui travaillent ou risquent de travailler, y compris la reconnaissance des signes d'exploitation et d'abus, et à la manière de signaler le nombre d'abandons scolaires au personnel de la protection de l'enfance/du WNCB. 	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon scolaire, abus et exploitation des enfants <p>Manque d'accès à des possibilités d'éducation de qualité</p>	<p>Renforcement de l'environnement protecteur dans les écoles pour prévenir l'abandon scolaire des enfants à risque</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'environnement familial des enfants pour prévenir l'abandon scolaire - Amélioration de l'accès à l'éducation formelle
Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<p>Coordonner avec le personnel de gestion de l'éducation dans les écoles locales afin d'identifier les familles vulnérables et de leur fournir des programmes de soutien complets qui comprennent un soutien direct aux enfants, sous forme de matériel, de tutorat extra-scolaire, d'orientation professionnelle et de soutien psychologique (si nécessaire).</p>	<p>Les familles vulnérables peuvent ne pas se sentir concernées. Respecté par les membres de la communauté De plus, ils seront stigmatisés</p>	<p>Diminuer le taux d'abandon scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir de meilleurs services éducatifs aux enfants.



RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
<p>Promouvoir, informer et sensibiliser les parents, les membres de la communauté et les leaders communautaires à travers des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'engagement des filles dans l'enseignement supérieur et/ou les compétences professionnelles/la formation à l'entrepreneuriat, et les avantages de l'inclusion des femmes dans ces domaines. Consulter les filles et les jeunes femmes pour élaborer des messages clés de sensibilisation. Pour soutenir le changement de la norme de genre en ce qui concerne les stéréotypes de genre et les barrières culturelles, des campagnes de sensibilisation devraient être facilitées au niveau de la communauté ainsi que par la coopération avec les médias de masse (tels que les journaux, la télévision, la radiodiffusion vocale et l'internet) afin de toucher un plus grand nombre de personnes dans la société au sens large.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon scolaire ; normes sociales et de genre liées aux rôles et responsabilités des filles et des garçons - Les normes sociales et de genre qui conduisent à l'absence de poursuite de l'enseignement supérieur chez les filles et à la ségrégation dans les domaines d'études, tant dans l'éducation formelle et informelle, y compris l'interdiction pour les filles/femmes d'occuper des postes de direction 	<ul style="list-style-type: none"> - Accès à une éducation formelle de qualité pour les enfants à risque ; possibilité pour les filles de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur. - Amélioration des possibilités pour les filles d'accéder à l'enseignement supérieur et aux compétences professionnelles/à la formation à l'entrepreneuriat, traditionnellement dominés par les garçons



RÉSULTAT 2

Les gouvernements ont appliqué les lois et politiques pertinentes fondées sur les droits de l'enfant en matière de travail des enfants, d'éducation, d'émancipation économique des jeunes et de sécurité sociale.

RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter une cartographie des entreprises et des sociétés qui favorisent les opportunités d'emploi et les rôles de direction pour les femmes, en particulier celles des secteurs typiquement identifiés comme masculins dans les lieux du projet. S'engager activement auprès des entreprises et des sociétés pour faciliter les placements professionnels ou les apprentissages pour les jeunes et les adolescentes. <p>Collaborer avec le personnel de gestion des écoles et le ministère de l'éducation afin d'accroître le rôle de leadership des jeunes et des adolescentes en promouvant leurs études supérieures et leurs carrières dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques par le biais d'une série de méthodes, notamment des visites en classe de femmes travaillant dans ces domaines</p>	<p>Les facteurs de risque suivants se rapportent à l'ensemble des recommandations de cette section :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les normes et les stéréotypes liés au genre, qui influencent les domaines d'études, la formation professionnelle et l'orientation vers une gamme étroite de professions, ce qui entraîne une ségrégation des types de travail - La nature informelle et peu qualifiée du travail des femmes, qui n'est pas protégé et qui est mal payé - Les préjugés contre les femmes aux postes de direction Les croyances traditionnelles et les normes de genre sur les responsabilités appropriées des filles, des garçons, des femmes et des hommes et les rôles au sein du foyer 	<p>Les facteurs de protection suivants se rapportent à l'ensemble des recommandations de cette section :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès et des possibilités pour les filles/garçons de poursuivre différents domaines d'études - Amélioration des possibilités pour les filles/femmes d'accéder à un travail décent - Des environnements de travail inclusifs pour les employées qui favorisent le leadership féminin - Des environnements de travail qui sont inclusifs et sûrs



	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
C o m m e n c e z à f a i r e	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux jeunes et aux adolescents de sexe masculin la possibilité de s'informer sur des carrières généralement réservées aux femmes (comme l'enseignement primaire) par le biais de diverses méthodes, notamment des visites en classe d'hommes travaillant dans ces secteurs, des visites de sites de carrières et des stages d'observation sur le lieu de travail. • Veiller à ce que les jeunes et les adolescents de sexe féminin bénéficient de l'égalité des chances dans les programmes de formation et de mentorat proposés par le projet WNCB. • Fournir des apprentissages et des opportunités de formation à l'entrepreneuriat pour les jeunes filles et les adolescentes par le biais des partenaires locaux du WNCB afin de les aider à acquérir les compétences nécessaires pour un emploi décent ou pour gérer leur propre petite entreprise, en réalisant tout d'abord une cartographie des possibilités d'apprentissage et de formation à l'entrepreneuriat sur les sites des projets, en examinant les facteurs sociaux qui jouent contre les filles dans des métiers spécifiques et en identifiant les étapes clés pour surmonter les obstacles à leur participation. • S'attaquer aux stéréotypes de genre dans la formation professionnelle avec les partenaires du projet WNCB. Les stéréotypes peuvent être simplement liés au langage utilisé dans la description des cours de formation, mais ils peuvent aussi découler de préjugés sexistes au sein même de l'institution de formation ou du centre de formation professionnelle. Examiner : 1) les formations professionnelles offertes par les partenaires du projet WNCB et identifier les types de cours offerts, et 2) le ratio hommes/femmes des étudiants pour s'assurer que le projet ne contribue pas involontairement à la ségrégation des opportunités de formation pour les jeunes et adolescents féminins et masculins. 		
F a i t e s d i f f é r e m e n t	<p>RECOMMANDATION</p> <p>Les sessions de sensibilisation devraient jouer un rôle plus actif et soutenir l'élimination du travail des enfants et des normes sociales qui affectent les filles.</p>	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles



Commencez à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et soutenir l'accès des ménages vulnérables et des membres adultes de la famille à un travail décent en les orientant vers des partenaires locaux, tels que l'Union des femmes, l'Union des jeunes, les associations d'agriculteurs ou les centres de formation professionnelle et de placement locaux, afin de faciliter le placement des aidants adultes dans un emploi décent. • Fournir une formation aux femmes aidantes sur les connaissances financières, la rédaction de curriculum vitae, les techniques de négociation et les prestations sociales et d'emploi afin de les préparer à postuler à des emplois ou à entrer dans la vie active, soit directement, soit en les orientant vers des cours locaux. • Collaborer avec les entreprises locales et les organisations de travailleurs sur les sites des projets WNCB pour sensibiliser aux pratiques discriminatoires fondées sur le sexe, telles que l'affichage de la préférence sexuelle dans les offres d'emploi pour des types de travail/ rôles spécifiques, afin de réduire la ségrégation sexuelle au sein de la main-d'œuvre. • Coordonner avec les associations de crédit dans les sites du projet et d'autres parties prenantes pour améliorer la gestion des prêts (décaissement et recouvrement, suivi et rapport sur l'utilisation des prêts) pour les bénéficiaires du projet, ainsi que la planification et la gestion d'entreprise avec l'inclusion des enfants et des femmes, la résolution des problèmes dans le cas où les emprunteurs ne peuvent pas rembourser les prêts. • Soutenir les moyens de subsistance durables des adultes dans les familles à faible revenu dont l'emploi a été affecté par le COVID-19 en fournissant ou en orientant vers des microcrédits inclusifs et abordables pour le redressement de la production et le développement et le fonctionnement de petites entreprises à court et moyen terme, en mettant l'accent sur les femmes et les ménages dirigés par des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté monétaire ; chômage des aidants adultes ; manque d'accès à un emploi décent ; absence de prestations d'emploi, de protection/ assurance sociale dans le secteur informel - Les normes et stéréotypes sexistes, qui influencent les domaines d'études, entraînent une ségrégation des types de travail et l'absence de travail décent pour les femmes - La ségrégation des types de travail en raison de la discrimination sexuelle dans la main-d'œuvre - Pauvreté monétaire ; endettement ; manque d'accès aux prêts ; manque d'éducation financière dans la gestion des prêts conduisant à un cycle de pauvreté <p>La pandémie de COVID-19 qui a entraîné une hausse du chômage et de la pauvreté</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des possibilités pour les aidants adultes d'accéder à un travail décent, y compris l'accès aux prestations d'emploi et aux sécurités sociales ; renforcement de la capacité des aidants adultes à subvenir aux besoins et à la protection de leurs enfants - Amélioration des possibilités pour les filles/femmes d'accéder à un travail décent - Augmentation des possibilités d'emploi pour les adolescentes/femmes en raison de la diminution de la ségrégation entre les sexes dans les types de rôles pour les femmes/hommes - Amélioration de la capacité des aidants adultes à gérer les finances/augmentation de l'alphabétisation financière ; accès à des fournisseurs de prêts agréés <p>Emploi des aidants adultes ; accès au microcrédit pour aider à réduire les risques de chocs</p>
Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Cartographie des personnes vulnérables et des personnes dans le besoin.	Stigmatisation	Avoir une compréhension approfondie des différents besoins de la collectivité





RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
<ul style="list-style-type: none"> • Développer une stratégie d'emploi des jeunes au niveau national qui soit sensible au genre, dirigée par le MOLISA en coordination avec le ministère de l'éducation. • Garantir l'application de la législation nationale sur l'égalité des sexes et le travail des enfants par des inspecteurs du travail formés et sensibilisés. • Poursuivre des stratégies pour mieux cibler et traiter les opportunités d'emploi réduites et les discriminations auxquelles sont confrontées les femmes des minorités ethniques, les femmes handicapées, les femmes jeunes et âgées, les personnes LGBTQI, les femmes migrantes et les femmes travaillant dans le secteur informel. • Éliminer les stéréotypes de genre dans le système d'éducation et de formation qui orientent les jeunes vers des domaines d'études et des professions « adaptés » et ségrégués en fonction du genre, et augmenter considérablement la couverture de la formation technique orientée vers le marché du travail pour tous les travailleurs. • Coordonner avec les parties prenantes concernées et le gouvernement pour surveiller régulièrement le bien-être des enfants dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la protection de l'enfance et de la protection sociale, afin d'éclairer l'élaboration des politiques. Il est important que ces systèmes de suivi et d'évaluation aident à comprendre où vivent les familles vulnérables, les principaux facteurs de risque auxquels sont confrontés les enfants et leurs familles, et quelles sont les nouvelles formes de vulnérabilité qui entraînent des inégalités entre les sexes et leur lien avec le travail des enfants. • Veiller à ce que les plans d'action et les politiques nationaux relatifs au travail des enfants comprennent des actions, des indicateurs et des résultats spécifiques en matière de genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de possibilités d'emploi décent pour les jeunes ; discrimination et ségrégation entre les sexes dans les pratiques d'emploi aux niveaux national, provincial et des districts - Invisibilité du travail des enfants dans les secteurs informels, ce qui entraîne un manque de mise en application de la législation et des politiques - Manque de données sur les facteurs de risque spécifiques conduisant à des vulnérabilités accrues, notamment chez les familles à faibles revenus travaillant dans le secteur informel, y compris les migrants, les minorités ethniques et les familles avec des enfants qui travaillent - Manque de données désagrégées sur les inégalités entre les sexes - Manque de données de suivi sur le travail des enfants et les inégalités de genre qui y sont liées 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès des jeunes à un emploi décent ; amélioration des pratiques commerciales permettant et favorisant l'égalité des chances en matière d'emploi pour les jeunes femmes et les jeunes hommes - Sensibilisation et application de la législation relative au travail des enfants - Existence de lois, de politiques et de programmes visant à promouvoir l'égalité des sexes et à éradiquer le travail des enfants au Vietnam (par exemple, le Code du travail et ses révisions visant à combler les écarts entre les sexes ; la ratification des principales conventions sur l'égalité des sexes par le gouvernement du Vietnam) - Des environnements de travail sûrs et inclusifs pour tous les genres - Amélioration de l'accès à un emploi décent pour les jeunes et les adolescents, hommes et femmes - Améliorer les preuves pour développer des politiques et des programmes nationaux pertinents pour soutenir les familles vulnérables - Amélioration de la base de données pour promouvoir et appliquer les politiques et la législation sur le genre <p>Mise en place d'une base de données et d'un système de suivi améliorés pour contrôler les améliorations en matière de prévention/réduction du travail des enfants et les liens entre les sexes qui y sont liés</p>



	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
C O M M E N C E N C E à f a i r e	<ul style="list-style-type: none"> • Les partenaires du projet WNCB collaboreront avec le MOLISA pour plaider auprès du gouvernement vietnamien en faveur d'une allocation budgétaire pour les services de protection sociale, tels que les filets de sécurité pour les familles vulnérables, en particulier les allocations universelles de garde d'enfants qui soutiennent le bien-être. • L'équipe du WNCB se coordonnera avec les principales parties prenantes du gouvernement et les autorités locales sur les lieux du projet afin d'améliorer les institutions et les capacités pour assurer une prestation de services sociaux équitables et complets aux ménages vulnérables et une protection sociale aux enfants et aux adolescents. • Plaider et promouvoir l'expansion des programmes de garde d'enfants subventionnés par le gouvernement pour permettre aux personnes qui s'occupent des enfants de travailler, en mettant l'accent sur les ménages monoparentaux et les ménages dirigés par des femmes. Identifier les programmes de garde d'enfants gérés par la communauté et organisés dans un lieu commun de la communauté et orienter les familles vulnérables vers ces programmes. • Collaborer avec le MOLISA pour soutenir la durabilité et la création d'emplois par le biais d'entreprises bénéficiant de mesures de stimulation du gouvernement, de subventions ou d'autres programmes de crédit du gouvernement, en orientant les bénéficiaires du projet WNCB vers des soutiens. • Développer des politiques qui protègent les enfants handicapés de tout acte nuisible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de services de protection universelle, de garde d'enfants pour les personnes travaillant dans le secteur informel - Absence d'accès aux services sociaux pour les personnes travaillant dans le secteur informel - Les rôles traditionnels conduisent les femmes à quitter le marché du travail pour s'occuper des enfants ; stéréotypes sexistes liés aux rôles/ responsabilités ; absence de services de garde d'enfants et d'allocations de maternité/paternité, en particulier dans le secteur informel - Manque d'opportunités d'emploi 	<p>Les facteurs de protection suivants seront établis pour toutes les recommandations de cette section :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la pauvreté - Accès à l'emploi et aux prestations sociales, telles que la garde d'enfants - Accès aux assurances sociales et aux titres sociaux <p>Amélioration de l'accès à des opportunités d'emploi décent</p>
F a i t e s d i f f è r e m e n t	<p>RECOMMANDATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les activités de coordination devraient être plus pratiques et axées sur les résultats. - Soutenir les enfants qui n'ont pas de bons résultats scolaires par des cours de rattrapage et des services éducatifs supplémentaires 	<p>Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles</p> <p>L'augmentation des budgets alloués à ces activités peut avoir un impact sur d'autres secteurs</p>	<p>Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles</p> <p>Réduire le taux d'abandon scolaire</p>





RÉSULTAT 3

Le secteur privé assume l'entière responsabilité de la prévention et de la lutte contre le travail des enfants.

Commencé à faire	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Légaliser toute l'économie informelle	<ul style="list-style-type: none"> - Des taxes seront imposées aux petites entreprises, ce qui diminuera les revenus et augmentera le taux de pauvreté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Des conditions de travail appropriées pour les hommes et les femmes. - L'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. - Y compris les personnes travaillant dans ces économies nouvellement légalisées dans les services financiers et bancaires. - Les femmes ont un meilleur accès aux systèmes de crédit
Faites différemment	RECOMMANDATION	Prise en compte des FACTEURS DE RISQUE gdu travail des enfants pour les garçons et les filles	Prise en compte des FACTEURS DE PROTECTION gdu travail des enfants pour les garçons et les filles
	Soutenir et plaider pour un nouveau système d'assurance qui puisse inclure le travail domestique.	<ul style="list-style-type: none"> - Nécessite un financement énorme qui pourrait ne pas exister. 	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des femmes qui ne font que du travail domestique



Remarques finales

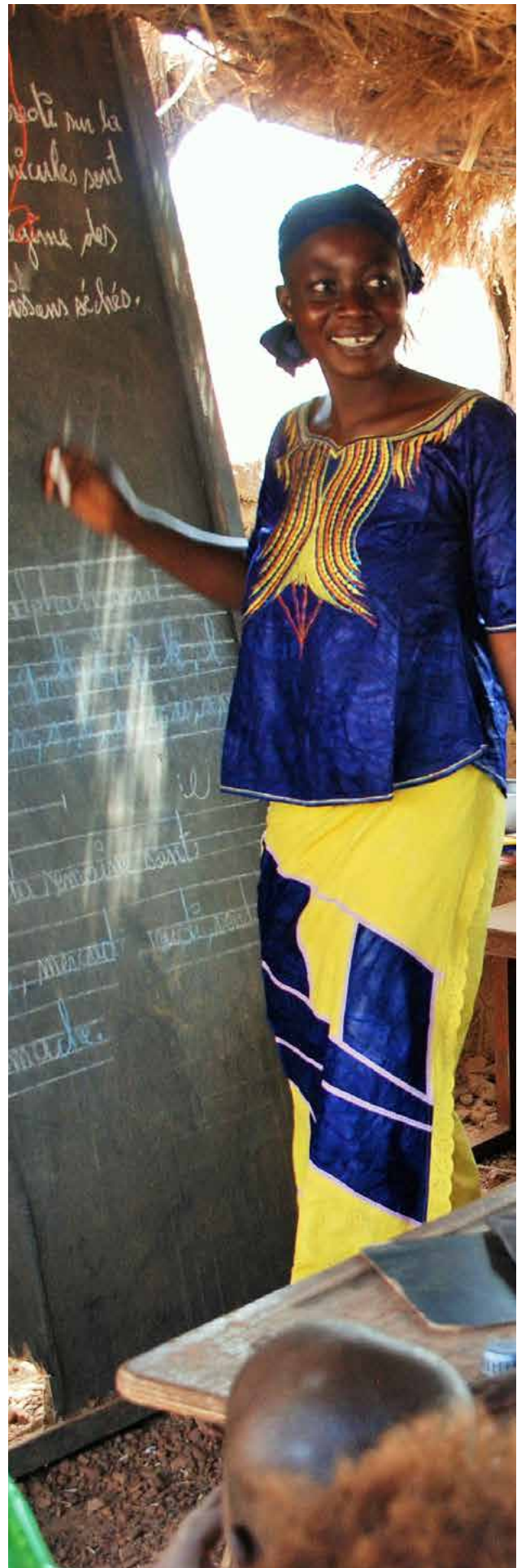
Le travail des enfants a des implications uniques pour les garçons et les filles. Il est crucial de prendre en compte les dimensions de genre du travail des enfants à toutes les étapes de toute intervention programmatique. Sur la base de l'analyse de genre menée par le WNCB dans cinq pays, nous pouvons confirmer qu'il existe des différences dans la manière dont les filles et les garçons sont impliqués dans le travail des enfants et que les filles sont confrontées à des risques spécifiques.

Les filles sont beaucoup plus susceptibles de travailler dans le secteur des services, notamment le travail domestique, généralement sous-déclaré. Le travail domestique, y compris celui effectué chez des tiers, est une forme de travail des enfants qui échappe généralement à la vue du public et aux inspections publiques, ce qui rend les filles particulièrement vulnérables aux abus. Les différentes analyses ont également révélé comment les normes et l'inégalité entre les sexes exacerbent les facteurs de risque tels que le mariage et la grossesse précoces.

Les différentes évaluations nationales ont montré l'importance d'avoir des activités adaptées aux besoins et à l'évaluation de chaque pays. Ceux-ci nécessiteront un financement spécifique, mais les projets fondés sur une compréhension approfondie du contexte peuvent travailler sur des activités plus transformatrices dans les pays ciblés. Les interventions au niveau national et international par le biais du réseau du WNCB et du travail de plaidoyer/lobbying peuvent contribuer à la réalisation des recommandations de ce rapport, en se concentrant sur les quatre points suivants :

- Les moyens de sensibiliser les enfants et leurs parents aux droits des enfants en matière d'éducation et de conditions de travail
- S'attaquer aux normes profondément ancrées qui désavantagent les petites filles, notamment en ce qui concerne leur éducation et leurs perspectives de travail décent à l'âge adulte
- Rendre explicite la nature cachée du travail domestique des filles et agir pour changer la dynamique du foyer
- S'attaquer aux conditions dangereuses dans lesquelles de nombreux enfants travaillent

Il reste encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à l'égalité des sexes et d'éliminer le travail des enfants, mais grâce à notre engagement et à notre assurance, nous sommes convaincus que nous atteindrons nos objectifs.



Trudy Kerperien



CJ Clark / Save the Children

